



République du  
**Sénégal**

**Un Peuple - Un But - Une Foi**



**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN**

-----  
DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES

-----  
DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES



**SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2015 ET PERSPECTIVES EN 2016**

Rapport disponible sur le site de la DPEE : [www.dpee.sn](http://www.dpee.sn)  
@DPEE/DPMSF octobre 2015

## Table des Matières

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2015 ET PERSPECTIVES EN 2016.....	1
<b>RESUME .....</b>	<b>3</b>
<b>ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....</b>	<b>6</b>
<b>1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE .....</b>	<b>8</b>
<b>1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2015 .....</b>	<b>8</b>
1.1.1. Les ressources du PIB.....	8
1.1.2. Les emplois du PIB.....	14
1.1.3. Inflation et Compétitivité.....	14
<b>1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2016 .....</b>	<b>15</b>
1.2.1. Les ressources du PIB.....	15
1.2.2. Les emplois du PIB.....	19
1.2.3. Inflation .....	19
<b>2. LES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>19</b>
<b>2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2015 .....</b>	<b>19</b>
2.1.1. Les Recettes budgétaires.....	20
2.1.1. Les Dons.....	21
2.1.3. Les Dépenses publiques .....	21
2.1.3. Le Financement .....	22
2.1.4. La Dette publique.....	23
<b>2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2016.....</b>	<b>23</b>
2.2.1. Les Recettes budgétaires en 2016.....	24
2.2.2. Les Dépenses publiques .....	25
2.2.4. Le Financement .....	26
2.2.3. La Dette publique.....	26
<b>3. LA BALANCE DES PAIEMENTS.....</b>	<b>26</b>
<b>3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2015.....</b>	<b>26</b>
3.1.1. Evolution de la Balance courante.....	26
3.1.2. Evolution du Compte de Capital et d'Opérations financières.....	28
<b>3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2016 .....</b>	<b>28</b>
3.2.1. Evolution de la Balance courante.....	28
3.1.2. Evolution du Compte de Capital et d'Opérations financières.....	29
<b>4. LA SITUATION MONETAIRE.....</b>	<b>30</b>
<b>4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2015.....</b>	<b>30</b>
4.1.1. Les Avoirs extérieurs nets.....	30
4.1.2. Le Crédit intérieur.....	30
4.1.3. La Masse monétaire.....	30
<b>4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2016.....</b>	<b>30</b>
4.2.1. Les Avoirs extérieurs nets.....	31
4.2.2. Le Crédit intérieur.....	31
4.2.3. La Masse monétaire.....	31
<b>ANNEXES .....</b>	<b>32</b>

## RESUME

**L'environnement économique et financier international** est marqué en 2015 par le retour de la croissance dans la zone euro (+1,5% en 2015 contre 0,8% en 2014), une légère amélioration de la croissance aux Etats-Unis (+2,6% contre +2,4% en 2014) et un ralentissement de l'expansion économique dans les pays émergents et en développement (+4% contre +4,6% en 2014). Au total, la croissance mondiale ressortirait à 3,1% en 2015, soit un ralentissement de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2014, selon les dernières estimations du Fonds monétaire international. En 2016, elle est projetée à 3,6% et serait portée par la consolidation de la croissance dans les pays avancés (+2,2%) conjuguée à la relance des économies émergentes et en développement (+4,5%).

Au plan interne, suite à la relance qui s'est opérée en 2014, l'activité économique semble se maintenir dans une trajectoire plutôt favorable dans un contexte marqué par la poursuite de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE). Cette situation est, notamment, imputable au renforcement de la demande intérieure, favorisé par la consolidation des investissements publics dans l'énergie et les infrastructures. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel est attendu à 5,4% en 2015 contre une estimation de 4,7% un an auparavant. Il serait porté par l'amélioration de la production dans le sous-secteur agricole, la poursuite de la relance des industries de l'huile et du sucre, mais également par le dynamisme des cimenteries, des BTP, de l'énergie, des télécommunications ainsi que des services financiers.

La relance de l'activité économique intervient, toutefois, dans un contexte de recul des prix intérieurs, sous l'effet de la baisse des cours des principaux produits sur le marché international. Ainsi, l'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à -0,1% contre 0,1% en 2014.

**Au titre des finances publiques**, l'exécution budgétaire en 2015 s'inscrit dans un contexte de mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent. En outre, elle traduit les orientations budgétaires déclinées dans le cadre du programme économique et financier appuyé par l'instrument de soutien à la Politique Economique (ISPE) 2015-2017. En conséquence, le déficit budgétaire, dons compris, est attendu à 389 milliards (soit 4,8% du PIB) en 2015 contre 384 milliards (5% du PIB) en 2014.

Concernant **les transactions avec le reste du monde**, le déficit courant est estimé à 7,6% du PIB contre 8,6% du PIB en 2014, soit une amélioration d'un (1) point de pourcentage. Le solde du compte de capital et d'opérations financières est estimé, en 2015, en excédent de 677,8 milliards contre 879,2 milliards en 2014, soit un

recul de 201,4 milliards, imputable principalement au compte d'opérations financières (-194,3 milliards). Globalement, la balance des paiements a dégagé un excédent de 55,8 milliards contre un déficit de 217,9 milliards en 2014.

S'agissant de la situation monétaire en 2015, elle s'est traduite par une amélioration des avoirs extérieurs nets (+55,8 milliards), une augmentation du crédit intérieur de 5,6% et une expansion de la masse monétaire de 5,8%.

**En 2016**, l'activité économique devrait se maintenir dans une dynamique de renforcement au regard des perspectives mondiales davantage favorables, mais également des investissements structurants dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE). Par ailleurs, l'économie nationale devrait tirer avantage des effets positifs de la maîtrise de l'épidémie à virus « ébola » à l'échelle de la sous-région. Le taux de croissance du PIB réel est ainsi attendu à 6,0% en 2016 contre 5,4% en 2015. Ce regain d'activité serait porté par la vigueur du secteur secondaire, conjuguée à la bonne tenue des secteurs primaire et tertiaire.

S'agissant de l'**inflation**, la maîtrise des prix devrait se poursuivre. Ainsi, le déflateur du PIB est projeté à 1,3% en 2016 contre une estimation de -0,1% en 2015.

Concernant **la gestion budgétaire**, en 2016, la tendance de maîtrise et de réduction progressive du déficit budgétaire conformément aux engagements inscrits dans le programme ISPE devrait se poursuivre, dans un contexte d'accélération de la mise en œuvre des réformes et d'exécution du Plan Sénégal Emergent. Le renforcement de la mobilisation des ressources sera maintenu à travers une meilleure interconnexion des régies de recettes. Par ailleurs, la rationalisation des dépenses de fonctionnement sera associée à une meilleure planification et une plus grande efficacité dans les investissements publics. Globalement, la politique budgétaire demeurera prudente afin de préserver la viabilité des finances publiques ainsi que la stabilité macroéconomique. Au total, le déficit budgétaire (dons compris) est attendu à 373 milliards, soit 4,2% du PIB, contre 389,3 milliards (4,8% du PIB) en 2015.

Quant aux **échanges avec le reste du monde**, ils devraient être marqués par une détérioration du déficit du compte des transactions courantes (663 milliards en 2016 contre 622 milliards en 2015) et par l'amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. Toutefois, le déficit courant en pourcentage du PIB resterait au même niveau qu'en 2015 (7,6% du PIB). Globalement, le solde de la balance des paiements devrait ressortir en excédent de 49,6 milliards, soit une dégradation de 6,2 milliards par rapport à 2015.

Enfin, au titre de la **situation monétaire**, il est attendu en 2016 une augmentation de 49,6 milliards des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur de 8% et une expansion de la masse monétaire de 7,4%.

## ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au terme de la première moitié de l'année 2015, l'économie mondiale s'est révélée moins dynamique que prévue. En effet, d'après le dernier rapport d'octobre 2015 du FMI, la production mondiale devrait connaître une expansion de 3,1% (contre une prévision antérieure de 3,5%), après une croissance de 3,4% en 2014. Cette faiblesse est imputable, aussi bien, aux économies avancées qu'aux pays émergents et en développement, dont les prévisions de croissance ont été revues à la baisse respectivement à 2,1% et 4,2%. Au niveau de la zone euro et au Japon, l'activité, prévue en hausse respectivement de 1,5% et 0,8%, s'améliore progressivement, sous les effets combinés de la faiblesse des prix du pétrole, de la dépréciation de l'euro et du yen mais également à la faveur des politiques monétaires accommodantes. En revanche, en Afrique subsaharienne, l'activité économique afficherait un net ralentissement (+3,8% contre 5% en 2014), sous l'effet, notamment, de la baisse des produits de base qui a particulièrement affecté l'économie nigériane, mais également du durcissement des conditions de financement dans un environnement international peu porteur.

En 2016, la croissance mondiale devrait s'améliorer, en s'inscrivant en hausse de 3,6%, sous l'impulsion du regain de dynamisme aux Etats-Unis (+2,8%), dans la zone euro (+1,6%) et au Japon (+1,0%) dans un contexte de récession économique en Russie (-0,6% contre -3,8% en 2015) et au Brésil (-1% contre -3% en 2015). En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'améliorer en s'établissant à 4,3%.

Au titre des échanges commerciaux, le rythme d'augmentation du volume du commerce mondial ralentirait en 2015, avec une progression estimée à 3,2%, en raison de la décélération de la demande en biens importés des économies émergentes et en développement (+1,3% contre 3,6% en 2014). En 2016, le regain d'activité attendu dans les économies avancées ainsi que dans celles émergentes et en développement devrait relever le rythme de progression des échanges internationaux à 4,1%.

S'agissant des cours des matières premières, leur niveau baisserait globalement de 10% en 2015 après une progression de 0,7% en 2014. Cette évolution serait liée à la chute du marché du pétrole de 46,4% en 2015 après une contraction de 7,4% en 2014. Hors combustibles, les cours des matières premières reculeraient de 16,9% en 2015 contre un repli 4% un an auparavant. En 2016, les prix des produits de base resterait sur une tendance à la détente ; le cours du baril de pétrole est, ainsi, projeté en repli de 2,4%. Les cours des matières premières, hors combustible, se replieraient, pour leur part, de 5,1% en moyenne.

Les prix à la consommation, pour leur part, seraient globalement stables dans les pays avancés en 2015 après avoir progressé au rythme de 1,4% au cours des

deux dernières années. Cependant, dans les économies émergentes et en développement, l'inflation s'établirait à 5,6% en 2015 contre 5,1% un an auparavant. En 2016, l'inflation devrait rester à des niveaux modérés avec un taux de 1,2% attendu dans les pays avancés et de 5,1% dans les pays émergents et en développement.

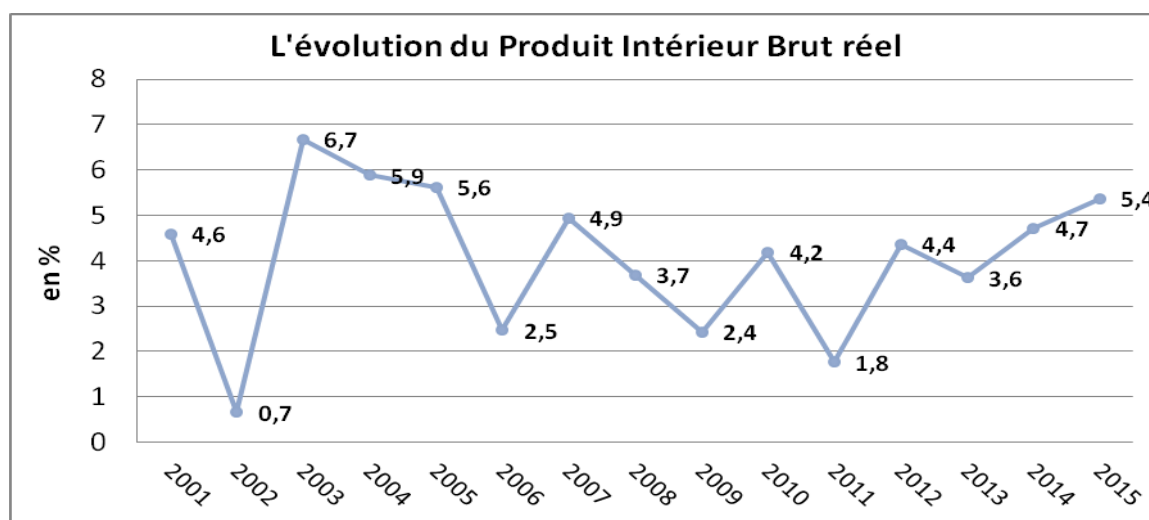
Sur le marché financier international, le marché des capitaux bénéficie de la faiblesse des coûts d'emprunt dans la plupart des pays industrialisés et de la poursuite de la stimulation monétaire dans nombre de pays avancés et émergents. Par ailleurs, d'importantes mesures de réajustement monétaire devraient dynamiser la compétitivité des exportations de la plupart des économies, avancées et émergents.

## 1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE

### 1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2015

#### 1.1.1. Les ressources du PIB

Au lendemain de la relance qui s'est opérée en 2014, dans un contexte marqué, notamment, par le démarrage de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de développement axée autour du Plan Sénégal Emergent, l'activité économique semble se maintenir dans une trajectoire plutôt favorable, au regard des développements conjoncturels. En effet, l'environnement économique interne tirerait avantage de la nouvelle dynamique insufflée par le Gouvernement à travers d'importants chantiers à haute valeur ajoutée, entre autres, dans le domaine de l'agriculture, des infrastructures et de l'énergie. Ce climat particulièrement porteur est renforcé par le regain d'activité dans l'industrie conjugué à la consolidation de la croissance dans le domaine des services. Ainsi, globalement, le taux de croissance du PIB réel est attendu à 5,4% en 2015 contre une estimation de 4,7% un an auparavant. L'activité économique serait, dès lors, principalement, portée par la relance du secteur secondaire (+7,7%) ainsi que par la bonne tenue des secteurs primaire (+6,8%) et tertiaire (+4,8%).



**Source :** DPEE

Au niveau du **secteur primaire**, la croissance se renforcerait, en passant de 3,6% en 2014 à 6,8% en 2015, reflétant ainsi le dynamisme des sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Dans le sous-secteur agricole, l'activité bénéficierait des appuis conséquents dégagés par l'Etat dans le cadre du Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS) qui vise, en l'occurrence, l'autosuffisance en oignon dès 2016, et en riz et en pomme de terre à l'horizon 2017, ainsi qu'une production de un (1) million de tonnes d'arachide à



l'horizon 2017 de même que le renforcement des filières « fruits et légumes » avec un relèvement sensible des exportations. Ainsi, sous l'hypothèse d'une bonne répartition spatio-temporelle de la pluviométrie et d'une mise à disposition d'intrants de qualité, le sous-secteur est projeté en hausse de 10,5% contre 4,7% en 2014. L'agriculture vivrière est attendue en progression de 10,2% en 2015 contre un accroissement estimé à 6,3% en 2014. Quant à l'agriculture industrielle, les prévisions tablent sur un progression de 11,4% en 2015 ( contre +0,2% en 2014), traduisant, ainsi, un effet de relance suite au repli enregistré dans la production arachidière lors de la campagne 2014/2015.

Dans le sous-secteur de l'élevage, l'activité connaît un regain de dynamisme comparativement à l'année précédente. En effet, elle se conforterait de 4,1% en 2015 (contre une hausse de 2,7% en 2014), à la faveur, notamment, de la bonne tenue du cheptel et de la production de lait. Cette bonne tendance serait renforcée par la vigueur de la production de volaille qui continue de tirer avantage de l'interdiction des importations en raison des risques liés à la propagation de la grippe aviaire.

La tendance à la reprise dans le secteur primaire a, cependant, été atténuée par l'orientation à la baisse des activités de pêche. En effet, après une légère progression estimée à 0,9% en 2014, le sous-secteur de la pêche connaîtrait un recul de 3,8% en 2015, sous l'effet principalement de la pêche artisanale dont les débarquements ont enregistré un repli de 4,8% sur les sept (7) premiers mois de l'année, contre une progression de 1,9% pour la pêche industrielle. Au-delà de la rareté de la ressource, la pêche artisanale a subi les retombées négatives du démarrage tardif de la campagne dans certaines zones, en liaison avec la forte canicule.

**Dans le secteur secondaire**, l'activité s'est nettement revigorée, particulièrement à la faveur du bon comportement des sous-secteurs des corps gras alimentaires, de la transformation et conservation de viande et poisson, de la fabrication de sucre, des matériaux de construction conjuguée au dynamisme des BTP et de l'énergie mais également grâce à la relance des sous-secteurs de la fabrication de produits chimiques et du raffinage de pétrole. Ainsi, le secteur est projeté en hausse de 7,7% en 2015, après une hausse de 2,9% l'année précédente.

Dans la fabrication de corps gras alimentaires, la reprise qui s'est opérée en 2014 se consoliderait en 2015, sous l'effet du renforcement de la production de l'industrie d'huilerie. En effet, en dépit des difficultés et des contraintes structurelles et

suite aux arrêts techniques qui ont entraîné un démarrage tardif des activités en 2014, les productions d'huiles brutes, d'huiles raffinées et de tourteaux se sont inscrites sur une bonne trajectoire avec des progressions estimées respectivement à 46,2%, 23,6% et 60,2% sur les sept (7) premiers mois de l'année 2015. Globalement sur l'année, le sous-secteur est attendu en hausse de 44,4% contre une amélioration de 20,3% en 2014.

Par ailleurs, le sous-secteur de la transformation et de la conservation de viande et du poisson se conforterait de 19,2%, en 2015, après un repli évalué à 3,7%, un an auparavant. Cette évolution traduirait, entre autres, la bonne tenue des abattages du cheptel.

Dans le sous-secteur de la fabrication de sucre et de confiserie, l'activité se renforcerait davantage en 2015, après le regain de dynamisme relevé un an auparavant suite aux difficultés de commercialisation qu'a connues l'industrie sucrière en 2013. Ainsi, le sous-secteur devrait se conforter de 20% après une hausse de 16,1% en 2014. La poursuite de la reprise est confirmée par la baisse de 3,1% des quantités de sucre importées sur les sept (7) premiers mois de 2015, en comparaison à la même période en 2014.

Pour ce qui est du sous-secteur des matériaux de construction, son dynamisme se conforterait en 2015, grâce, notamment, au démarrage de la nouvelle cimenterie Dangote conjugué à la bonne tenue des commandes. Ainsi, l'activité afficherait une progression de 15,2% en 2015, contre 8,1% en 2014 et 12,9% en 2013. La bonne marche du sous-secteur reflète la vigueur de la demande extérieure mais également des activités de BTP au plan national, celles-ci étant marquées par le démarrage des travaux de prolongement de la Voie de Dégagement Nord (VDN) sur l'axe CICES-golf (VDN 2), de la cité de l'émergence, du pôle urbain de Diamniadio et de l'autoroute Thiès-Touba. Dès lors, l'activité de construction progresserait de 8,0% en 2015 contre 11,5% en 2014.

S'agissant du sous-secteur de l'énergie, il devrait progresser de 5,3% en 2015 contre 6,5% l'année précédente, soit un ralentissement reflétant les retards enregistrés dans la livraison de certaines centrales, notamment, la centrale à charbon prévue sur le site de Sendou. Toutefois, avec le programme de réhabilitation 2014-2015 dans la branche «électricité», une capacité de 52 mégawatts a été recouvrée, permettant, par conséquent, d'accroître la production d'électricité projetée en hausse de 5,4% en 2015. Dans la branche «eau», la production se renforcerait de 5,1% à la faveur des efforts consentis par le

Gouvernement dans le cadre du Programme d'urgence pour réduire le déficit de production, en l'occurrence, dans la région de Dakar.

Concernant la fabrication de produits chimiques, un redressement de l'activité de production est en cours, grâce à la recapitalisation des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) avec l'entrée dans le capital de l'entreprise du groupe *Indorama*, à hauteur de 100 millions de dollars. En effet, les productions d'acide phosphorique et d'engrais, sévèrement affectées par les pannes récurrentes et l'insuffisance des intrants au cours des années précédentes, ont affiché des hausses respectives de 18% et 46,3% sur les sept (7) premiers mois de 2015, sous l'impulsion des investissements destinés à remettre sur pied l'outil de production. Globalement, le sous-secteur est attendu en hausse de 22,3% en 2015, après un recul de 7,2% en 2014.

Dans le sous-secteur du raffinage de pétrole, la baisse des cours du baril sur le marché international a redonné un nouveau souffle à la Société africaine de raffinage dont l'activité s'est inscrite en repli en 2013 et 2014. Le regain de dynamisme s'est reflété à travers les importations d'huiles brutes de pétrole en hausse de plus de 90% sur les sept (7) premiers mois de 2015. Parallèlement, les importations de produits raffinés ont reculé de 21,2% sur la même période, témoignant de la reprise effective de l'activité de raffinage. Au total, le sous-secteur est projeté en hausse de 25,6% en 2015, après un repli estimé à 4,1% un an auparavant.

La tendance à la hausse dans le secteur secondaire est, par ailleurs, soutenue, notamment, par les sous-secteurs du « papier, carton » (+8,8% contre -2,6% en 2014), de la fabrication de produits à base de tabac (+8,9% contre -1,4% en 2014) et de produits alimentaires céréaliers (+6,8% en 2015 contre 16,6% en 2014).

En revanche, la vigueur globalement affichée par le secteur secondaire a été atténuée par les contreperformances notées dans certaines branches d'activités.

En effet, au niveau des activités extractives, le recul entamé depuis 2013 se poursuivrait en 2015 avec une baisse de 1,4% (contre -3,9% en 2014). Cette situation est imputable à la contraction des productions d'or et d'attapulгите, respectivement de 7% et 2,7%. Pour ce qui est de l'or, la baisse des cours sur le marché international expliquerait les niveaux de production. Concernant l'attapulгите, la baisse de la production est le résultat de la disponibilité du minerai dans les stocks tampons conjuguée au décalage observé dans la programmation des bateaux qui assurent l'acheminement des exportations. Cette tendance baissière a été modérée par la

bonne tenue de la production de sel attendue en hausse de 15,1% en 2015. Il s'y ajoute que la production de phosphate, pour sa part, devrait se conforter de 3,8%, en rythme annuel, traduisant, entre autres, les investissements destinés à remettre à niveau l'outil de production, lesquels ont permis de réduire les incidences mécaniques et électriques pendant le « débourbage » et le « scalpage ».

Le sous-secteur du travail de grain s'inscrirait, également, en retrait avec une baisse projetée à 9,1% en 2015 en raison, notamment, de la production de farine de blé qui est ressortie en repli de 12,6% sur les sept (7) premiers mois. Cette tendance est corroborée par les importations de blé dont les volumes se sont repliés de 19,7% sur la même période.

Le sous-secteur du travail de bois continue de subir les contrecoups de la concurrence des produits importés qui constitue un véritable obstacle à son développement. Après une hausse évaluée à 3,7% en 2014, le sous-secteur se replierait en 2015, avec une baisse estimée à 18,7%.

L'activité d'égrenage de coton et de fabrication de textiles, pour sa part, est projetée en repli de 1,1% en 2015 après une contraction de 20,9% en 2014, soit en phase avec la contraction de la production de coton lors de la campagne 2014/2015. De même, le sous-secteur du cuir s'orienterait à la baisse de 18,6% en 2015, contre une progression de 17,4% en 2014 ; il demeure confronté aux difficultés d'accès à l'intrant, en raison de la concurrence des asiatiques qui s'approvisionnent sur le marché local de peaux brutes.

Les sous-secteurs de la métallurgie et de la fabrication de machines se contracteraient, pour leur part, de 7,8% (contre +10,4% en 2014) et 10% (contre +42,2% un an auparavant) respectivement.

Globalement, en dépit de certaines contreperformances relevées, le secteur secondaire s'est nettement bonifié avec une croissance attendue à 7,7%, après une moyenne annuelle de 3,3% sur la période 2012-2014.

Concernant **le secteur tertiaire**, l'activité demeure vigoureuse, malgré un léger ralentissement imputable aux services d'hébergement et de restauration. Ainsi, celle-ci se conforterait de 4,8% contre 5,0% en 2014, tirée, notamment, par le commerce, le transport, les services financiers ainsi que les activités immobilières.

Pour ce qui est des activités commerciales, elles sont projetées en hausse de 5% contre 4,4% l'année précédente, soit un gain de 0,6 point de pourcentage. Une nette progression est relevée au cours des sept (7) premiers mois de 2015 dans le

commerce de pièces détachées automobiles, le commerce de gros de matériaux de construction et celui de machines, d'équipements et fournitures électriques ainsi que dans le commerce de détail.

S'agissant des transports, l'activité se revigorerait avec une hausse projetée à 6,3% en 2015 contre une progression estimée à 4,7% l'année précédente, soit un gain de 1,6% de croissance. Le sous-secteur bénéficie de l'élargissement du réseau routier qui a permis d'améliorer la fluidité du trafic de même que du renforcement et du renouvellement du parc roulant dans les transports en commun. En revanche, les difficultés de Senegal Airlines ont eu des répercussions négatives sur le transport aérien.

Au niveau des services financiers, l'activité est attendue en accroissement de 7,4% en 2015 contre une hausse estimée à 9,3% en 2014. Malgré une légère décélération, le sous-secteur tire profit de la diversification des services bancaires, du développement des nouveaux systèmes de transferts d'argent, mais également, de la facilitation de l'accès au crédit, notamment, à travers le dispositif mis en place par le Gouvernement autour du FONSI, du FONGIP et de la BNDE.

Concernant les activités immobilières, elles progresseraient de 7,5% en 2015 après une hausse estimée à 2,7% en 2014. Ce regain d'activité semble traduire les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre son programme d'habitat social pour faciliter l'accès au logement.

Dans les postes et télécommunications, la téléphonie mobile et l'Internet mobile continuent de se développer, à la faveur de la concurrence entre les différents opérateurs. L'activité du sous-secteur est projetée en hausse de 4% en 2015 (contre +6% en 2014), dans un contexte marqué par un niveau de taux de pénétration au dessus de 100% dans la téléphonie mobile.

L'activité dans le secteur tertiaire a été soutenue, par ailleurs, par le renforcement des services aux entreprises attendus en hausse de 5,4% en 2015 (contre +5,1% en 2014). Les services d'éducation et de formation ainsi que ceux de santé et d'actions sociales, pour leur part, afficheraient une progression timide estimée respectivement à 2,4% et 2,3%.

En revanche, dans les services d'hébergement et de restauration, quand bien même les menaces liées à la propagation de l'épidémie à virus « ébola » se seraient sensiblement réduites et malgré l'annulation du visa d'entrée sur le territoire national intervenue le 1<sup>er</sup> mai 2015, l'activité resterait morose consécutivement à 2014. Dès

lors, le sous-secteur qui subit, entre autres, les retombées négatives de l'érosion côtière à Saly, est attendu en baisse de 7,8% en 2015 contre un repli de 2,3% un an auparavant.

### 1.1.2. Les emplois du PIB

Au titre de la demande, la **consommation finale** devrait s'accroître de 3,5%, après une progression de 3,7% en 2014, tirée par la consommation publique projetée en hausse de 3,8% en 2015 contre 4,9% en 2014. Globalement, la consommation finale représenterait 91,9% du PIB en 2015 contre 92,9% en 2014, soit une hausse de un (1) point de pourcentage du taux d'épargne intérieure qui devrait passer de 7,1% en 2014 à 8,1% en 2015.

S'agissant de la **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)**, elle est attendue en hausse de 6,7% en 2015 contre 7,3% en 2014. Ce ralentissement traduit les lenteurs dans la mise en œuvre des investissements au titre du Plan Sénégal Emergent ; l'investissement public est estimé en progression de 7,2% en 2015 contre 11,1% en 2014. Quant à l'investissement privé, il est projeté en hausse de 6,5% en 2015 contre 6,0% l'année précédente. Ainsi, le taux d'investissement, mesuré par la FBCF, ressortirait à 27,0% du PIB en 2015 contre 26,4% un an auparavant.

Globalement, la **demande intérieure** ressortirait, en termes réels, en progression de 6,4% en 2015 contre 3,5% un an auparavant, tirée essentiellement par l'investissement.

Concernant la **demande extérieure**, elle serait caractérisée par une hausse, en termes réels, des exportations de biens et services et des importations, respectivement de 6,0% et 4,5% en 2015.

### 1.1.3. Inflation et Compétitivité

Au titre des prix, l'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à -0,1% en 2015 contre 0,1% l'année précédente, sous l'hypothèse d'une baisse des cours des matières premières, notamment celui du baril de pétrole.

L'inflation, mesurée par l'**indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)** sur les sept (7) premiers mois de l'année 2015 comparativement à la même période en 2014, ressort à -0,4% et resterait en dessous de 2% sur l'année, à la faveur notamment de la baisse des cours sur le marché mondial. Sur les sept (7) premiers mois de 2015, le prix du riz indien a baissé de 8,6% par rapport à la même période de 2014, alors que celui du riz thaïlandais a progressé de 5,9%. Le cours du blé tendre

français a reculé de 23,7% et ceux des huiles de palme et de soja ont fléchi, respectivement, de 25,0% et 19,6%. Le baril de pétrole a, pour sa part, perdu 46,8% de sa valeur en glissement annuel.

En termes de **compétitivité-prix**, l'économie sénégalaise a enregistré, en moyenne sur les sept (7) premiers mois de 2015, des gains évalués 5,8% par rapport à la même période en 2014. Cette situation est le résultat du différentiel d'inflation favorable (-3,4%) conjuguée à la dépréciation du FCFA (-2,4%) vis-à-vis des monnaies des principaux partenaires.

## **1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2016**

### **1.2.1. Les ressources du PIB**

L'activité économique devrait se maintenir, en 2016, dans une dynamique de renforcement au regard des perspectives mondiales davantage favorables, mais également des investissements structurants dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent. Par ailleurs, l'économie nationale devrait tirer avantage des effets positifs de la maîtrise de l'épidémie à virus « ébola » à l'échelle de la sous-région. Le taux de croissance du PIB réel est ainsi attendu à 6,0% en 2016, contre 5,4% en 2015. Ce regain d'activité serait porté par la vigueur du secteur secondaire, conjuguée à la bonne tenue des secteurs primaire et tertiaire.

L'activité dans **le secteur primaire** devrait se consolider en 2016, sous l'effet, notamment, du renforcement des sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage. La valeur ajoutée du secteur primaire progresserait de 6,4% en 2016 contre 6,8% en 2015.

Dans le sous-secteur agricole l'activité devrait tirer avantage de la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS). Ainsi, le Gouvernement poursuivra ses efforts dans le cadre du développement de la riziculture dans le Delta et les zones de Kaolack et Kaffrine. Cette dynamique serait renforcée par l'exécution des programmes d'appui au développement de l'horticulture, notamment, dans la zone des Niayes. Ainsi, sous l'hypothèse d'une bonne saison hivernale, l'agriculture vivrière et celle industrielle sont projetées respectivement en hausse de 6,5% et 9,9% en 2016. Au total, le sous-secteur agricole est attendu en hausse de 7,3%, contre 10,5% en 2015.

Concernant l'élevage, au-delà du projet d'appui à la modernisation des filières animales, le sous-secteur devrait, notamment, bénéficier du projet de développement de l'aviculture familiale ainsi que celui relatif au développement de la filière laitière. Par conséquent, l'activité d'élevage devrait se renforcer en 2016, avec une hausse projetée à 6,1% contre 4,1% en 2015.

Dans le sous-secteur de la pêche, les projets et programmes seront axés, entre autres, autour de la régénération et la gestion pérenne de la rente halieutique, mais également, du développement de l'aquaculture pour pallier la rareté des ressources halieutiques. Ainsi, une reprise est attendue en 2016 ; le sous-secteur est projeté en progression de 3%, contre un repli de 3,8% en 2015.

S'agissant du **secteur secondaire**, le dynamisme retrouvé se conforterait en 2016, dans un contexte de poursuite de l'exécution des projets structurants du PSE. L'activité du secteur, prévue en hausse de 8,2% en 2016 contre 7,7% en 2015, serait portée, en particulier, par la bonne tenue des sous-secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP), des matériaux de construction, du raffinage de pétrole, de la fabrication de produits chimiques, des industries alimentaires et de l'énergie conjuguée au regain attendu dans les activités extractives.

Dans la construction, les travaux d'achèvement de l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) et de prolongement de la VDN, la construction de l'autoroute Thiès-Touba et l'aménagement du Pôle urbain de Diamniadio, avec son important programme d'habitat social devraient revigorer sensiblement le sous-secteur. Au total, celui-ci est projeté en hausse de 10% en 2016, après 8,0% en 2015.

Le sous-secteur des matériaux de construction, conforté par l'entrée en activité d'une troisième cimenterie, tirerait profit de la tendance favorable dans les BTP de même que la vigueur de la demande étrangère de ciment, en l'occurrence, de la part du Mali. Ainsi, l'activité de la branche est attendue en progression de 8,7% en 2016.

Pour ce qui est du raffinage de pétrole, l'activité devrait se conforter de 6,4% en liaison avec la bonne tenue de la demande intérieure et à la faveur du cours du baril qui devrait se maintenir à des niveaux encore bas. A moyen terme, les investissements à réaliser pour élargir les capacités de stockage de la SAR seront déterminants quant aux perspectives de développement du sous-secteur.

Dans la fabrication de produits chimiques, la relance dans la production d'acide phosphorique et d'engrais suite à la recapitalisation des ICS devrait se



poursuivre et porter le sous-secteur vers une nouvelle dynamique de croissance. En particulier, la production d'engrais tirerait avantage des besoins du sous-secteur agricole en fertilisants, au regard des importants projets agricoles prévus dans le PRACAS. A cet égard, l'activité du sous-secteur est projetée en hausse de 13,9% en 2016, contre une prévision de 22,3% en 2015.

Au niveau des industries alimentaires, les perspectives restent favorables dans l'industrie sucrière à la faveur de la poursuite de la mise en œuvre du programme d'autosuffisance en sucre (horizon 2017) et d'une meilleure régulation des importations de sucre par les autorités. Au titre du programme d'autosuffisance, au-delà de la mise à niveau de l'usine de production, 1500 ha de superficies supplémentaires, destinées à la culture du sucre, devraient être emblavées au titre de la campagne 2015-2016. Au total, l'accroissement du sous-secteur en 2016 est attendu à 16,5% contre une hausse de 20% en 2015. Le sous-secteur des corps gras alimentaires, après deux années consécutives de rattrapage marquées par de fortes progressions, devrait encore se conforter en 2016, mais à un rythme moins soutenu (+4,1%). Quant au sous-secteur du travail de grain, il devrait connaître une reprise, suite au repli affiché en 2015, sous l'effet de la relance de la production de farine de blé.

S'agissant du sous-secteur de l'énergie, l'amélioration de la fourniture d'électricité devrait se conforter avec la poursuite de la réhabilitation des capacités de production de SENELEC et la mise en service en 2016 de la centrale de Contour Global (ex GTI) de 53 MW, de la centrale duale fioul de 70 MW à Taïba Ndiaye ainsi que d'une centrale solaire de 15 MW à Diass. La branche « électricité » serait, par ailleurs, renforcée par la mise en œuvre du programme d'électrification rurale, visant un taux de 60% à l'horizon 2017. Dans le domaine de l'eau, l'augmentation des capacités dans le cadre du programme d'urgence sera poursuivie. Ainsi, globalement, le sous-secteur est prévu en hausse de 6,9% en 2016, contre 5,3% en 2015.

Concernant les activités extractives, la redynamisation de la production de phosphate serait davantage effective en 2016, sous l'effet de la réduction des pannes techniques favorisée par le programme de remise à niveau de l'outil de production déroulé par les ICS. Les productions d'attapulгите et de sel continueraient, pour leur part, de s'inscrire dans une tendance haussière. Dès lors, l'activité du sous-secteur se redresserait en 2016 avec un accroissement projeté à 10,3%, après un repli de 1,4% en 2015.

En outre, l'activité dans le secteur secondaire bénéficierait de la reprise escomptée, notamment, dans le travail du bois (+5,6% en 2016 contre -18,7% en 2015), la fabrication de cuir (+7,3% contre -18,3% en 2015), la métallurgie (+7,6% contre -7,8% en 2015) et la fabrication de machines (+8,9% contre -10% en 2015), dans un contexte économique interne et international plus porteur.

En outre, l'installation des premières entreprises dans le parc industriel de Diamniadio contribuerait à la relance du secteur industriel sénégalais.

Dans le **secteur tertiaire**, la croissance se maintiendrait sur une tendance haussière avec une progression attendue à 5,4% (contre 4,8% en 2015). Elle serait soutenue par les postes et télécommunications, le transport, les services financiers, les services immobiliers mais également par les activités commerciales.

En effet, les postes et télécommunications sont projetés en hausse de 6% en 2016 contre 4% en 2015. La téléphonie mobile et l'internet continueront de porter le développement du sous-secteur à travers l'innovation continue dans le domaine. S'agissant de l'internet où le taux de pénétration demeure faible, comparé à celui dans la téléphonie mobile, des marges de progression significatives existent notamment dans un contexte de développement de la 3G et à la faveur de l'avènement prochain de la 4G.

S'agissant du transport, un regain d'activité devrait être observé sous l'impulsion de l'amélioration de la fluidité du trafic routier, de même que de la poursuite de la modernisation et du renforcement de la compétitivité du Port autonome de Dakar (PAD). En outre, le dénouement favorable de la crise frappant la compagnie aérienne nationale conjugué à la relance des activités touristiques, devrait impulser un regain d'activité dans le transport aérien. Ainsi, le sous-secteur progresserait de 7,3% en 2016, contre 6,3% en 2015.

Pour ce qui est des services financiers, ils sont attendus en hausse de 10% en 2016 (contre 7,4% en 2015), traduisant, par conséquent, la bonne tenue des activités bancaires revigorées par les besoins de financement importants de l'économie, dans un contexte de mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent.

A l'instar des services financiers, les activités immobilières tireraient profit des résultats positifs de l'exécution du PSE, par le biais, notamment, du vaste programme d'habitat social lancé par le Gouvernement, en l'occurrence, dans le pôle urbain de Diamniadio.

Pour leur part, les activités commerciales devraient maintenir leur vigueur sous l'impulsion de la bonne tenue de la demande dans un environnement marqué par la soutenabilité des prix intérieurs.

Enfin, les services d'hébergement et de restauration devraient se redresser à la faveur notamment de la mise en œuvre des mesures prises au courant de l'année 2015 concernant la réduction des taxes sur les billets d'avion, la suppression du visa d'entrée au Sénégal et l'octroi d'avantages fiscaux pour les entreprises qui choisiront de s'installer en Casamance. Il est, ainsi, projeté pour 2016 une croissance de 2,5% du sous-secteur, contre un repli de 7,8% en 2015.

### **1.2.2. Les emplois du PIB**

En 2016, la **consommation finale** est projetée en hausse de 3,3% contre une progression de 3,5% en 2015. Elle devrait représenter 89,3% du PIB en 2016, contre 91,9% en 2015, reflétant un raffermissement du taux d'épargne intérieure qui passerait de 8,1% à 10,7% en 2016.

L'investissement, mesuré par la **Formation Brute de Capital Fixe** (FBCF), devrait, pour sa part, croître au rythme de 7,9% contre 6,7% en 2015. L'investissement public (+5,8%) tirerait avantage de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent . Ainsi, le taux d'investissement, mesuré par la FBCF, est projeté à 27,5% en 2016 contre 27,0% en 2015.

Au total, la **demande intérieure** devrait se conforter en termes réels de 7,0% en 2016 ? contre 6,4% en 2015, soit une hausse de 0,6 point de pourcentage.

S'agissant de la **demande extérieure**, les importations et les exportations de biens et services sont attendues respectivement en hausse de 5% et 6,5% en 2016, contre des hausses de 4,5% et 6% en 2015.

### **1.2.3. Inflation**

L'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 1,3% en 2016, contre -0,1% en 2015. Ce relèvement reflèterait essentiellement la hausse des prix aux producteurs dans les secteurs primaire (2% contre +1,4% en 2015), secondaire (2,1% contre -1,5% en 2015), et tertiaire (+1,6% contre +0,4% en 2015).

## **2. LES FINANCES PUBLIQUES**

### **2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2015**

L'exécution budgétaire en 2015 s'inscrit dans un contexte de mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent. En outre, elle traduit les orientations budgétaires

déclinées dans le cadre du programme économique et financier appuyé par l'instrument de soutien à la Politique Economique (ISPE) 2015-2017. A ce titre, des marges budgétaires ont été dégagées pour prendre en charge effective des investissements prioritaires, grâce à la maîtrise des charges courantes, conformément à la volonté de l'Etat de rationaliser ses dépenses de fonctionnement. Du côté des ressources, la mobilisation devrait s'améliorer, reflétant ainsi une meilleure maîtrise de l'assiette fiscale. Au total, le déficit budgétaire, dons compris, est attendu à 389 milliards (soit 4,8% du PIB) en 2015, contre 384 milliards (5% du PIB) en 2014, soit une amélioration de 0,2% de point de pourcentage.

### **2.1.1. Les Recettes budgétaires**

Les ressources totales de l'Etat sont projetées en hausse de 4% ; elles devraient, ainsi, passer de 1927 milliards en 2014 à 2003,5 milliards en 2015. Elles sont constituées des recettes budgétaires pour 1711,5 milliards, des dons pour 240 milliards et des ressources du FSE pour 52 milliards. L'augmentation des ressources reflète essentiellement la bonne tenue des recettes budgétaires, les dons s'étant globalement inscrits en baisse.

S'agissant des recettes budgétaires hors MITTAL, elles sont réparties en recettes fiscales pour 1595 milliards et en recettes non fiscales pour 91,5 milliards. Elles devraient enregistrer, ainsi, une hausse de 7,1% imputable à la progression des recettes fiscales (+7,6%). La hausse du recouvrement des recettes fiscales est attendue, notamment, des performances dans la mobilisation de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et de la TVA intérieure. Cette situation serait, toutefois, atténuée par la baisse des droits d'enregistrement en raison de la réduction des taux (de 10% à 5%).

Ainsi, au titre des impôts directs, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés devraient être mobilisés, respectivement, à hauteur de 258,4 milliards et 142,1 milliards ; ils enregistreraient, par conséquent, des hausses de 10,1% et 6,2% comparativement à l'année 2014. Cette tendance serait confortée par les mobilisations de l'IRVM et de la CFCE, projetées à 27,8 milliards et 18 milliards, soit en hausse de 4,9% et 6,5% en variation annuelle.

Pour ce qui est des impôts indirects, des performances sont escomptées de la TVA intérieure (257,7 milliards), de la Taxe sur les activités financières –TAF- (52,4 milliards) et de la taxe spécifique hors pétrole (46,1 milliards) attendues en progression respectivement de 16,2%, 14,4% et 6,7%, à la faveur de l'élargissement progressif de l'assiette fiscale, en liaison avec la modernisation et la réorganisation

de l'administration fiscale. La baisse progressive des crédits de TVA ainsi que les effets de la relance de l'activité économique contribuent, également, au renforcement des recouvrements. Au niveau du cordon douanier, les droits de porte devraient, pour leur part, se stabiliser autour de 222 milliards en 2015, soit en légère progression de 0,4%.

S'agissant, en particulier, des recettes sur les produits pétroliers, elles sont projetées à 270,6 milliards en 2015, soit presque au même niveau que la réalisation de 2014 (270,9 milliards). Dès lors, les recettes pétrolières devraient représenter 17% des recettes fiscales, contre un taux 18,3% en 2014.

Globalement, la pression fiscale au titre de l'année 2015 est projetée à 19,6% du PIB contre 19,2% en 2014. Cette amélioration s'explique par l'impact de la pleine application de la réforme du Code général des Impôts, entrée en vigueur en janvier 2013, ainsi que par l'élargissement progressive de l'assiette fiscale.

### **2.1.1. Les Dons**

Les dons, programmés à hauteur de 240 milliards, sont composés de 200 milliards au titre des dons en capital et de dons budgétaires pour un montant de 40 milliards. Ils sont projetés en repli de 5,3%, en raison, notamment, des importantes mobilisations au titre des investissements dans le cadre de la réalisation de projets financés par le MCA au cours de l'année précédente. Ainsi, les dons en capital devraient se rétracter de 13,2 milliards (6,2%) pour se situer à 200 milliards, contre 213,2 milliards l'année précédente. Les dons budgétaires, projetés à 40 milliards, seraient pour leur part, relativement stables par rapport à 2014.

### **2.1.3. Les Dépenses publiques**

Les dépenses publiques sont prévues à 2393 milliards à fin 2015, contre 2318,7 milliards en 2014, soit un accroissement de 74,3 milliards (+3,2%). Cette progression modérée traduit la maîtrise des charges de fonctionnement hors salaires et intérêts sur la dette qui a permis de consacrer davantage d'efforts au relèvement des investissements.

Les dépenses d'investissement devraient s'accroître de 76,9 milliards pour s'établir à 976 milliards en 2015. Cette progression est tirée aussi bien par les dépenses d'investissement sur ressources internes que par celles sur ressources externes, projetées respectivement à 571 milliards et 405 milliards, soit en hausse de 12,4% (+63 milliards) et 3,6% (+14,2 milliards). Le ratio « dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales » devrait ressortir, ainsi, à 35,8%

contre 34,3% en 2015. Cette tendance haussière reflète, notamment, la volonté d'accélérer l'exécution des projets d'investissement structurants dans le cadre du Plan Sénégal Emergent. Les dépenses en capital sur ressources extérieures, pour leur part, sont financées sous forme de prêts projets et de dons en capital pour des montants projetés respectivement à 211 milliards et 200 milliards.

Quant aux dépenses courantes, elles devraient passer de 1409,3 milliards à 1416,8 milliards entre 2014 et 2015, soit une légère hausse de 7,5 milliards (0,5%) imputable essentiellement à la réduction des charges de fonctionnement, atténuée toutefois par la progression des charges d'intérêts sur la dette publique et de celles de personnel. Les dépenses de fonctionnement sont programmées à 740 milliards, soit un repli de 52,9 milliards (-6,7%) comparativement à la réalisation observée en 2014, en liaison, notamment, avec la baisse(-16,9%) des montants alloués aux charges de fournitures et entretien (375 milliards en 2015 contre 443 milliards en 2014). Cette tendance baissière reflète la mise en œuvre de la politique de rationalisation des dépenses du Gouvernement pour libérer davantage de marges afin de répondre de manière efficace au besoin de financement des investissements productifs. Quant aux charges d'intérêts sur la dette publique et à la masse salariale, elles sont projetées respectivement à 151 milliards et 526 milliards en 2015, soit en augmentation de 15,2% et 8,4%. La progression des charges d'intérêts sur dette est imputable à la dette extérieure (+14,3 milliards (+22,8%)) et, dans une moindre mesure, à celle intérieure (+5,7 milliards (+8,3%)).

Concernant les dépenses de personnel, elles sont prévues à 526 milliards en 2015 contre 485,4 milliards en 2014, soit une progression de 8,4% (+40,6 milliards). Le ratio de la "masse salariale rapportée aux recettes fiscales" devrait ressortir à 33%, soit au même niveau qu'en 2014, grâce, notamment, à la mise en oeuvre des mesures de rationalisation issues des recommandations de l'audit de la fonction publique.

### **2.1.3. Le Financement**

En 2015, le financement du déficit budgétaire, arrêté à 389 milliards, est prévu à travers un recours au financement extérieur à hauteur de 445,5 milliards, et un désengagement au titre du financement intérieur à hauteur de 56,2 milliards.

Le financement extérieur est constitué essentiellement de tirages chiffrés à 279 milliards (dont 68 milliards de tirages trésorerie et 211 milliards sur les prêts projets) et s'appuie, en outre, sur la sollicitation du marché sous-régional pour un montant net

de 240 milliards. En termes de remboursement, l'amortissement de la dette extérieure est projeté à 73,5 milliards.

Pour ce qui est du financement intérieur, il devrait se traduire par un désengagement d'un montant de 75,9 milliards vis-à-vis des banques commerciales. Cependant, les remboursements au titre des prêts Fmi et koweïtien ressortiraient respectivement à 27 milliards et 5,3 milliards.

#### **2.1.4. La Dette publique**

L'encours de la dette publique totale passerait de 4112,9 milliards en 2014 à 4501,9 milliards projetés pour fin décembre 2015, soit un accroissement de 9,5%. Il se répartit en dette extérieure et intérieure pour des montants respectifs de 3253,3 milliards et 1248,6 milliards, en 2015. L'encours global de la dette ressortirait, ainsi, à 55,2% du PIB en 2015 contre 53,1% l'année précédente, soit en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'UEMOA.

Quant au service de la dette publique extérieure en 2015, il devrait représenter respectivement 8,9% des recettes budgétaires et 6,8% des exportations de biens et services, contre des plafonds de 22% et 25% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

## **2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2016**

En 2016, la tendance de maîtrise et de réduction progressive du déficit budgétaire conformément aux engagements inscrits dans le programme ISPE devrait se poursuivre, dans un contexte d'accélération de la mise en œuvre des réformes et d'exécution du Plan Sénégal Emergent. Le renforcement de la mobilisation des ressources sera maintenu à travers une meilleure interconnexion des régies de recettes. Par ailleurs, la rationalisation des dépenses de fonctionnement sera associée à une meilleure planification et une plus grande efficacité dans les investissements publics. Cette dynamique devrait bénéficier de l'institutionnalisation de la réserve de précaution à travers l'impulsion d'une nouvelle démarche dans l'exécution de certains projets. Globalement, la politique budgétaire demeurera prudente afin de préserver la viabilité des finances publiques ainsi que la stabilité macroéconomique. Au total, le déficit budgétaire (dons compris) est attendu à 373 milliards, soit 4,2% du PIB, contre 389,3 milliards (4,8% du PIB) en 2015.

### **2.2.1. Les Recettes budgétaires en 2016**

Les ressources totales de l'État projetées en hausse de 6,9%, devraient passer de 2003,5 milliards en 2015 à 2141 milliards en 2016. Elles sont réparties en recettes budgétaires pour 1834 milliards, en ressources du FSE pour 45 milliards et en dons pour un montant de 262 milliards.

Les recettes budgétaires, attendues à 1834 milliards, sous l'impulsion des recettes fiscales, devraient s'inscrire en hausse de 7,2% (+122,5 milliards). Elles porteraient d'une part sur les recettes fiscales pour un montant de 1721 milliards et, d'autre part sur les recettes non fiscales à hauteur de 113 milliards.

S'agissant des recettes fiscales, elles sont projetées en hausse de 7,9%, et devraient bénéficier de la bonne tenue des impôts directs et indirects.

En effet, en termes d'impôts directs, les recouvrements de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés sont projetés respectivement à 291,2 milliards et 160,8 milliards en 2016, soit des hausses de 12,7% et 13,2%. Quant à l'IRVM et à la CFCE, ils sont escomptés respectivement à 31,6 milliards et 20 milliards. Globalement, les impôts directs sont projetés à 507,5 milliards en 2016, contre 450 milliards pour l'année 2015, soit en progression de 57,5 milliards (+12,8%). Pour ce qui est des impôts indirects, ils sont prévus à 1097,9 milliards, contre 1038,8 milliards en 2015, soit une amélioration de 5,7% attendue. Ils proviendraient essentiellement de la TVA pour 659 milliards dont 368,4 milliards au titre de la TVA à l'importation et 290,6 milliards pour la TVA intérieure, ainsi que des droits de porte projetés à 244 milliards en 2016.

En ce qui concerne les recettes sur le pétrole, elles sont attendues à 282,8 milliards en 2016 contre 270,6 milliards en 2015, soit en hausse de 12,2 milliards (+4,5%). Cette évolution reflèterait essentiellement la progression attendue du FSIPP et de la taxe spécifique sur le pétrole. Toutefois, la part des taxes pétrolières rapportées aux recettes fiscales devrait baisser en passant de 17% à 16,4% entre 2015 et 2016.

Globalement, la pression fiscale est attendue à 19,7% en 2016, soit un renforcement de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2015. La progression des recettes bénéficierait, ainsi, essentiellement de la modernisation des services grâce à l'interconnexion des régies et au renforcement des procédures fiscales et douanières conjuguée à la vigueur de l'activité économique.

Quant aux dons budgétaires, ils devraient progresser de 22 milliards (+9,2%) en passant de 240 milliards en 2015 à 262 milliards en 2016, à la faveur notamment de la



progression des dons budgétaires qui s'accroîtraient de 18 milliards pour s'établir à 58 milliards. Pour leur part, les dons en capital, projetés à 204 milliards, se conforteraient de 4 milliards par rapport à 2014.

S'agissant des recettes non fiscales, elles sont prévues à 113 milliards en 2016, contre 116,5 milliards (y compris ressources Mittal pour 25 milliards) l'année précédente, soit un léger repli de 3,5 milliards (-3%).

### **2.2.2. Les Dépenses publiques**

L'exécution des dépenses publiques en 2016 s'inscrira autour d'une meilleure programmation des dépenses d'investissement, une exécution prudente des charges de fonctionnement ainsi que de l'utilisation du mécanisme de la réserve de précaution visant à une meilleure dynamique d'exécution.

Au total, les dépenses totales et prêts nets sont projetés à 2514 milliards en 2016, contre un montant de 2392,8 milliards prévus en 2015, soit une hausse de 121,2 milliards (+5,1%).

Les dépenses courantes sont programmées à 1468,6 milliards en 2016 contre 1416,8 milliards prévus pour 2015, soit une hausse de 3,7%. Elles se répartissent en dépenses de fonctionnement (autres dépenses courantes) pour 765,8 milliards, en dépenses de personnel pour 538,2 milliards et en charges d'intérêts sur la dette à hauteur de 164,4 milliards. Les autres dépenses courantes sont composées de dépenses de fournitures et d'entretien pour 376,1 milliards, de transferts et subventions pour 369,7 milliards et de 20 milliards au titre des dépenses du FSE.

S'agissant des charges de personnel, prévues à 538,2 milliards, elles afficheraient une progression de 2,3%. Par conséquent, le ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales devrait se situer à 31% en 2016 contre 33% un an auparavant, soit en dessous du plafond de 35% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale.

Les dépenses d'investissement sont, pour leur part, programmées à 1045,4 milliards en 2016, contre 976 milliards prévus en 2015, soit une augmentation de 69,4 milliards (+7,1%). Cette hausse serait portée autant par les dépenses sur ressources internes que celles sur ressources externes. En effet, les investissements financés sur ressources internes progresseraient de 40 milliards (+7%) pour s'établir à 611 milliards en 2016 contre une prévision de 571 milliards en 2015. Dès lors, le ratio des dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales s'établirait à 35,5%.

Quant aux dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles devraient ressortir à 434 milliards, soit un accroissement de 7,3% en variation annuelle.

#### **2.2.4. Le Financement**

Le financement du déficit budgétaire au titre de l'année 2016, projeté à 373 milliards, devrait être pris en charge par un financement extérieur de 423 milliards conjugué à un désengagement par rapport au financement intérieur de 50 milliards.

Le financement extérieur attendu à 423 milliards serait assuré essentiellement à travers les tirages sur prêts et la sollicitation du marché sous-régional. Les tirages sont programmés à 287 milliards, dont un montant de 214 milliards en prêts-projets et 73 milliards au titre des tirages de trésorerie. Le marché sous régional devrait être sollicité pour un montant net de 147 milliards, tandis qu'un emprunt non concessionnel à hauteur de 56 Mds viendrait compléter le financement extérieur. S'agissant de l'amortissement de la dette extérieure, il est, pour sa part, projeté à 67 milliards, contre 73,5 milliards en 2015.

Quant au financement intérieur, il devrait se caractériser par un désengagement vis-à-vis de la Banque centrale et des banques commerciales, respectivement de 42,5 milliards et 7,5 milliards.

#### **2.2.3. La Dette publique**

L'encours de la dette publique totale est projeté à 4874,9 milliards à fin 2016, soit un accroissement de 8,3% comparativement à 2015. Il devrait représenter 55,7% du PIB en 2016, contre 55,2% en 2015 et resterait en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'UEMOA.

### **3. LA BALANCE DES PAIEMENTS**

#### **3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2015**

En 2015, les échanges extérieurs se traduiraient par une amélioration du compte des transactions courantes. En dépit de la baisse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, le solde global de la balance des paiements dégagerait un excédent de 55,8 milliards après un solde excédentaire de 217,9 milliards en 2014.

##### **3.1.1. Evolution de la Balance courante**

Le déficit du compte des **transactions courantes** est estimé à 622,0 milliards (7,6% du PIB) en 2015, contre 665,9 milliards (8,6% du PIB) en 2014, soit une

amélioration de un (1) point de pourcentage. Cette situation reflète un net renforcement du compte des transferts courants (+50,8 milliards) et de la balance commerciale (+22,7 milliards), atténué, toutefois, par la détérioration des services nets (-11,3 milliards) et des revenus nets (-18,3 milliards). L'amélioration des transferts courants nets reflète essentiellement l'augmentation des envois de fonds des travailleurs.

La **balance des biens**, pour sa part, ressortirait en déficit de 1 360,6 milliards en 2015 contre 1383,3 milliards en 2014, soit une amélioration de 22,7 milliards, liée à la hausse plus marquée des exportations (+116,7 milliards) que celle des importations (+94 milliards). Au titre des exportations, la hausse projetée est en liaison, en partie, avec la bonne tenue des ventes à l'étranger d'acide phosphorique (+25,2 milliards), de ciment (+11,3 milliards) et de produits arachidières (+7,3 milliards). S'agissant des exportations d'acide phosphorique, elles tireraient profit de la relance des Industries Chimiques du Sénégal (ICS). Les ventes à l'étranger de ciment bénéficieraient, pour leur part, des meilleures perspectives de croissance dans la sous-région, notamment, au Mali.

La hausse des importations serait tirée, principalement, par l'augmentation des achats à l'étranger de biens d'équipements (+80,7 milliards) et de produits intermédiaires (+61,4 milliards), à la faveur respectivement de la mise en œuvre des investissements du Plan Sénégal Emergent et de relance des industries. En revanche, les importations de produits pétroliers se replieraient de 108,1 milliards, traduisant, ainsi, la baisse des cours du baril de pétrole sur le marché international.

Concernant la **balance des services**, elle passerait d'un déficit de 65,6 milliards à 76,9 milliards entre 2014 et 2015, soit une détérioration de 11,3 milliards en liaison avec l'augmentation du fret sous l'effet des importations de biens. La **balance des revenus** dégagerait une dégradation plus marquée (-18,3 milliards), avec un déficit de 204,8 milliards en 2015, contre -186,5 milliards un an auparavant. Cette situation est le reflet, notamment, de la hausse des paiements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure (+22,2 milliards).

Quant aux **transferts courants nets, ils sont projetés à** 1020,2 milliards, soit en hausse de 50,8 milliards par rapport à 2015. Cette progression est en relation, notamment, avec le renforcement des envois de fonds des migrants qui s'établiraient à 947,1 milliards en 2015, contre 889,3 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 57,8 milliards.

### 3.1.2. Evolution du Compte de Capital et d'Opérations financières

Le solde du **compte de capital et d'opérations financières** est projeté, en 2015, en excédent de 677,8 milliards contre 879,2 milliards en 2014, soit un recul de 201,4 milliards, imputable principalement au compte d'opérations financières (-194,3 milliards).

En effet, le solde du compte des opérations financières est estimé à 468,8 milliards en 2015, contre 663,1 milliards un an auparavant, soit un repli de 194,3 milliards, attribuable aux capitaux publics nets qui se contracteraient de 189,3 milliards. La baisse des capitaux publics en 2015 traduit le volume important des financements mobilisés en 2014 à travers, entre autres, l'Eurobond et le crédit suisse.

Le solde du compte de capital est, pour sa part, ressorti à 209 milliards en 2015, contre 216,1 milliards en 2014, sous l'effet de la diminution des transferts en capital au profit du secteur public.

### 3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2016

En 2016, la situation des échanges avec le reste du monde devrait être marquée par une détérioration du déficit du compte des transactions courantes (663 milliards en 2016 contre 622 milliards en 2015) conjuguée à une amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, le solde de la balance des paiements devrait ressortir en excédent de 49,6 milliards, soit une dégradation de 6,2 milliards par rapport à 2015.

#### 3.2.1. Evolution de la Balance courante

Le **déficit du compte courant** est projeté à 663 milliards en 2016, contre 622 milliards en 2015, traduisant, ainsi, une dégradation de 41 milliards imputable essentiellement à la balance des biens et celle des revenus. Toutefois, le déficit courant rapporté du PIB resterait stable à 7,6%.

Le **déficit de la balance commerciale** devrait s'établir à 1 444,4 milliards en 2016, contre 1 360,6 milliards en 2015, soit une dégradation de 83,9 milliards en liaison avec la progression plus rapide des importations (+206,7 milliards) comparativement au rythme d'évolution des exportations de biens (+122,8 milliards). En revanche, le déficit commercial mesuré en pourcentage du PIB devrait s'améliorer en passant de 16,7% à 16,5% sur la période.

Concernant la **balance des revenus**, son déficit se dégraderait de 28,8 milliards en passant de 204,8 milliards à 233,6 milliards entre 2015 et 2016, sous l'effet

de l'augmentation des paiements au titre des intérêts sur la dette publique extérieure mais également du rapatriement des revenus des investissements directs.

Pour ce qui est des **transferts courants nets**, ils s'établiraient à 1 100,6 milliards en 2016 après 1020,2 milliards en 2015, soit une amélioration de 80,3 milliards à la faveur essentiellement de la bonne tenue des envois de fonds des travailleurs (+52,1 milliards) et de l'aide budgétaire (+18 milliards).

### **3.1.2. Evolution du Compte de Capital et d'Opérations financières**

Le solde du compte de capital et d'opérations financières dégagerait un excédent de 712,6 milliards en 2016, contre 677,8 milliards en 2015, soit un renforcement de 34,8 milliards, attribuable essentiellement au compte d'opérations financières (+32,5 milliards).

En effet, l'excédent du compte des opérations financières s'établirait à 501,3 milliards en 2016, contre 468,8 milliards en 2014. L'excédent du compte de capital devrait, pour sa part, s'améliorer de 2,3 milliards et ressortirait à 211,3 milliards en 2016.

## **4. LA SITUATION MONETAIRE**

### **4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2015**

La situation des institutions monétaires, entre 2014 et 2015, est notamment marquée par une amélioration des avoirs extérieurs nets (+55,8 milliards), une augmentation du crédit intérieur de 5,6% et une expansion de la masse monétaire de 5,8%.

#### **4.1.1. Les Avoirs extérieurs nets**

La position extérieure nette des institutions monétaires est estimée à 1133,8 milliards en 2015, contre 1078 milliards en 2014, soit un renforcement de 55,8 milliards reflétant l'amélioration des avoirs extérieurs nets de la BCEAO.

#### **4.1.2. Le Crédit intérieur**

En 2015, l'encours du crédit intérieur est estimé à 2785 milliards, contre 2 637,6 milliards en 2014, soit une hausse de 147,4 milliards, traduisant la progression des crédits à l'économie (+203,7 milliards). Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie est évalué à 34% en 2015, contre 33,2% un an auparavant, soit un gain de 0,8 point de pourcentage. En revanche, la Position Nette du Gouvernement s'améliorerait de 56,2 milliards, en liaison avec le désengagement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire.

#### **4.1.3. La Masse monétaire**

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est estimée en hausse de 5,8% en 2015 contre une progression de 11,4% en 2014. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait par un renforcement des dépôts bancaires (+193,8 milliards) et, dans une moindre mesure, de la circulation fiduciaire (+11,5 milliards). Au total, le taux de liquidité globale de l'économie passerait de 45% en 2014 à 45,2% en 2015, soit une hausse de 0,2 point de pourcentage.

### **4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2016**

La situation monétaire devrait être marquée, en 2016, par une augmentation de 49,6 milliards des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur de 8% et une expansion de la masse monétaire de 7,4%.

#### **4.2.1. Les Avoirs extérieurs nets**

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont projetés à 1183,4 milliards en 2016, contre 1133,8 milliards en 2015. Ce regain serait le fait de la Banque Centrale dont les avoirs extérieurs nets se bonifieraient de 49,6 milliards.

#### **4.2.2. Le Crédit intérieur**

L'encours du crédit intérieur est projeté à 3 007,2 milliards en 2016, contre 2 785 milliards en 2015, soit une hausse de 222,2 milliards. Ce renforcement devrait être porté par les crédits à l'économie (+272,2 milliards) ainsi que la Position Nette du Gouvernement (-50 milliards). Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie devrait se situer à 34,8%, soit un renforcement de 0,8 point de pourcentage par rapport à 2015.

#### **4.2.3. La Masse monétaire**

La masse monétaire devrait s'établir à 3 959,5 milliards en 2016, contre 3 687,7 milliards en 2015, soit une hausse de 7,4%. Cette progression se traduirait par un raffermissement des dépôts dans les banques (+235,9 milliards) lesquels ressortiraient à 3 227 milliards en 2016, ainsi que par une hausse de la circulation fiduciaire de 35,9 milliards. Au total, le taux de liquidité globale de l'économie ressortirait ainsi à 45,2%, soit au même niveau qu'en 2015.

## **ANNEXES**



<b>-LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE</b>					
Variation en % (croissance en volume)	2012	2013	2014	2015	2016
	s. def	Prov.	Est.	Prév.	proj
<b>Secteur primaire</b>	<b>9,0%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,6%</b>	<b>6,8%</b>	<b>6,4%</b>
010 020 agriculture	17,1%	0,4%	4,7%	10,5%	7,3%
010 agriculture vivriere	17,0%	1,0%	6,3%	10,2%	6,5%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	17,4%	-1,3%	0,2%	11,4%	9,9%
030 élevage et chasse	0,3%	8,3%	2,7%	4,1%	6,1%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	4,7%	4,5%	3,0%	4,8%	3,5%
050 pêche	2,8%	-4,6%	0,9%	-3,8%	3,0%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>3,7%</b>	<b>3,3%</b>	<b>2,9%</b>	<b>7,7%</b>	<b>8,2%</b>
060 activités extractives	8,1%	-13,3%	-3,9%	-1,4%	10,3%
080 fabrication de corps gras alimentaires	-22,0%	-5,2%	20,3%	44,4%	4,1%
<b>999 autres industries</b>	<b>3,6%</b>	<b>2,0%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>8,5%</b>	<b>7,7%</b>
070 Transformation et conservation de viande, poisson	2,6%	2,4%	-3,7%	19,2%	5,6%
090 travail de grains, fabrication de produits	-4,5%	7,7%	-17,7%	-9,1%	6,7%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	9,8%	4,0%	16,6%	6,8%	6,6%
110 fabrication de sucre, transformation	19,2%	-10,5%	16,1%	20,0%	16,5%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	27,3%	11,5%	-4,5%	8,1%	4,0%
130 fabrication de boissons	-7,0%	-2,5%	2,5%	-4,8%	4,0%
140 fabrication de produits à base de tabac	1,2%	8,7%	-1,4%	8,9%	8,8%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	1,3%	5,5%	-20,9%	-1,1%	12,3%
160 fabrication du cuir, fabrication	1,4%	-4,0%	17,4%	-18,6%	7,3%
170 travail du bois et fabrication d'articles	2,8%	-1,5%	3,7%	-18,7%	5,6%
180 fabrication de papier, carton,	5,1%	3,6%	-2,6%	8,8%	6,5%
190 raffinage pétrole, cokéfaction,	14,0%	-0,5%	-4,1%	25,6%	6,4%
200 fabrication de produits chimiques	-4,0%	-13,8%	-7,2%	22,3%	13,9%
210 fabrication de produits en caoutchouc	0,2%	-3,1%	8,2%	0,8%	6,3%
220 fabrication de verre, poterie	2,0%	12,9%	8,1%	15,2%	8,7%
230 métallurgie, fonderie, fabrication	6,4%	-3,5%	10,4%	-7,8%	7,6%
240 fabrication de machines	22,3%	-10,4%	42,2%	-10,0%	8,9%
250 fabrication d'équipements, d'appareils					
260 construction de matériels de transports	-5,6%	11,2%	0,2%	1,0%	8,8%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	3,9%	4,7%	-0,5%	0,1%	4,4%
280 électricité, gaz et eau	12,3%	4,7%	6,5%	5,3%	6,9%
290 construction	-0,8%	11,2%	11,5%	8,0%	10,0%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4,7%</b>	<b>5,2%</b>	<b>5,0%</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,4%</b>
300 commerce	4,1%	5,6%	4,4%	5,0%	4,7%
330 340 transports, postes et télécommunications	5,4%	8,2%	5,7%	4,6%	6,3%
330 transports	4,5%	3,5%	4,7%	6,3%	7,3%
340 postes et télécommunications	5,7%	10,0%	6,0%	4,0%	6,0%
390 éducation et formation	2,5%	1,2%	3,7%	2,4%	3,5%
400 activités de santé et action sociale	1,3%	1,0%	5,7%	2,3%	4,1%
999 Autres services	5,6%	3,2%	5,3%	5,6%	5,7%
310 services de la réparation	6,4%	6,8%	3,0%	4,2%	4,6%
320 services d'hébergement et restauration	0,1%	10,1%	-2,3%	-7,8%	2,5%
350 services financiers	15,1%	-2,0%	9,3%	7,4%	10,0%
360 activités immobilières	4,1%	3,9%	2,7%	7,5%	5,2%
370 activités des services aux entreprises	4,6%	6,6%	5,1%	5,4%	5,9%
410 activités à caractère collectif ou personnel	5,0%	4,0%	4,8%	4,5%	4,5%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	13,2%	5,5%	2,9%	7,4%	10,0%
380 Activités d'administration publique	<b>3,4%</b>	<b>2,0%</b>	<b>4,9%</b>	<b>3,8%</b>	<b>2,0%</b>
Taxes nettes sur biens et services	-0,2%	-0,9%	8,2%	3,0%	6,0%
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)</b>	<b>4,4%</b>	<b>3,6%</b>	<b>4,7%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,0%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)</b>	<b>5,0%</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,3%</b>	<b>5,7%</b>	<b>6,0%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)</b>	<b>3,6%</b>	<b>3,9%</b>	<b>4,7%</b>	<b>5,0%</b>	<b>5,9%</b>
Production de biens et services	4,1%	4,0%	4,1%	6,2%	6,5%
Importations de biens et services	11,0%	10,2%	-0,5%	4,5%	5,0%
Taxes nettes sur les produits	-0,2%	-0,9%	8,2%	3,0%	6,0%
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>5,0%</b>	<b>4,8%</b>	<b>3,5%</b>	<b>5,8%</b>	<b>6,2%</b>
Consommations intermédiaires	3,2%	3,8%	3,8%	6,8%	7,1%
Consommation finale	3,0%	2,5%	3,7%	3,5%	3,3%
publique	2,7%	1,4%	4,9%	3,8%	2,0%
privée	3,1%	2,7%	3,5%	3,4%	3,5%
Formation brute de capital fixe	2,9%	17,3%	7,3%	6,7%	7,9%
publique	5,9%	2,7%	11,1%	7,2%	5,8%
privée	2,0%	22,8%	6,0%	6,5%	8,5%
Exportations de biens et services	9,2%	-1,0%	3,0%	6,0%	6,5%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>5,0%</b>	<b>4,8%</b>	<b>3,5%</b>	<b>5,8%</b>	<b>6,2%</b>

## LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE

En milliards de francs CFA aux prix courants

	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
	proj	proj	proj	proj	proj	proj
<b>Secteur primaire</b>	<b>864,6</b>	<b>995,7</b>	<b>1015,1</b>	<b>1075,5</b>	<b>1163,3</b>	<b>1259,1</b>
010 020 agriculture	400,7	511,8	500,9	535,8	599,5	655,6
010 agriculture vivriere	312,3	400,1	385,9	418,3	467,2	507,3
020 agriculture industrielle ou d'exportation	88,4	111,7	114,9	117,5	132,3	148,3
030 elevage et chasse	288,1	295,2	325,6	341,1	363,6	393,5
040 sylviculture, exploitation forestiere,	61,1	64,0	65,2	67,9	71,8	75,1
050 pêche	114,6	124,7	123,5	130,8	128,3	134,8
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1461,5</b>	<b>1555,1</b>	<b>1547,9</b>	<b>1596,9</b>	<b>1689,8</b>	<b>1861,4</b>
060 activites extractives	141,5	193,1	147,0	142,9	137,8	156,5
080 fabrication de corps gras alimentaires	8,8	6,5	6,0	7,1	10,3	11,0
999 autres industries	856,1	884,0	891,2	890,3	967,6	1064,4
070 Transformation et conservation de viande, poisson	154,0	161,9	179,6	184,9	227,9	245,5
090 travail de grains, fabrication de produits	38,8	37,0	37,3	28,4	23,7	25,8
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	39,2	42,6	43,3	48,0	49,7	54,1
110 fabrication de sucre, transformation	20,0	23,7	21,4	24,9	29,8	35,5
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	30,9	38,7	42,9	41,2	43,9	46,6
130 fabrication de boissons	26,0	23,8	22,8	24,6	23,8	25,2
140 fabrication de produits à base de tabac	12,6	11,8	14,6	14,4	15,7	17,2
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	67,2	66,7	62,1	48,3	47,6	54,5
160 fabrication du cuir; fabrication	9,9	10,2	9,8	11,3	9,2	10,0
170 travail du bois et fabrication d'articles	38,9	39,9	39,9	42,0	34,5	36,8
180 fabrication de papier, carton,	44,4	46,6	47,2	46,1	50,1	54,5
190 raffinage petrole, cokefaction,	26,4	30,7	28,5	25,5	24,3	25,4
200 fabrication de produits chimiques	103,3	103,6	85,2	78,4	109,0	129,1
210 fabrication de produits en caoutchouc	26,1	26,2	25,2	26,9	26,0	27,8
220 fabrication de verre, poterie	85,7	81,3	90,9	97,8	109,9	123,1
230 metallurgie, fonderie, fabrication	40,8	43,6	41,9	47,4	42,5	46,6
240 fabrication de machines	4,6	5,5	5,0	7,1	6,5	7,1
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
260 construction de materiels de transports	5,4	5,1	5,7	5,8	5,9	6,5
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	81,8	85,3	87,8	87,4	87,5	93,1
280 electricite, gaz et eau	171,0	188,7	199,7	210,7	196,8	206,2
290 construction	284,1	283,0	304,1	345,9	377,3	423,3
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3140,8</b>	<b>3347,8</b>	<b>3451,7</b>	<b>3616,7</b>	<b>3782,0</b>	<b>4029,1</b>
300 commerce	1085,2	1163,7	1185,6	1224,2	1279,8	1360,2
330 340 transports, postes et telecommunications	703,3	752,5	788,7	855,4	899,7	953,0
330 transports	271,4	289,2	297,7	312,7	332,8	346,1
340 postes et telecommunications	431,9	463,4	490,9	542,8	566,9	606,9
390 education et formation	266,2	285,2	288,5	301,6	310,5	324,6
400 activites de sante et action sociale	87,8	92,5	93,8	100,2	102,9	110,3
999 Autres services	998,2	1053,9	1095,2	1135,2	1189,1	1281,0
310 services de la reparation	60,3	64,0	65,4	66,6	70,1	74,8
320 services d'hebergement et restauration	51,0	50,3	55,6	54,7	50,5	52,2
350 services financiers	220,2	247,2	261,9	283,1	305,9	339,9
360 activites immobilieres	373,0	387,2	400,7	403,3	419,0	451,9
370 activites des services aux entreprises	328,6	347,8	364,6	379,1	403,6	435,9
410 activites à caractere collectif ou personnel	116,8	123,9	129,3	134,1	141,5	150,1
420 Services d'intermediation financiere i. m.	-151,7	-166,4	-182,5	-185,7	-201,5	-223,9
380 Activites d'administration publique	439,9	478,4	484,9	503,0	527,3	545,8
Taxes nettes sur biens et services	876,1	886,7	887,1	949,3	987,5	1057,2
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)</b>	<b>6782,8</b>	<b>7263,8</b>	<b>7386,7</b>	<b>7741,3</b>	<b>8149,9</b>	<b>8752,5</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)</b>	<b>5906,7</b>	<b>6377,1</b>	<b>6499,6</b>	<b>6792,1</b>	<b>7162,4</b>	<b>7695,3</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marcl</b>	<b>6382,1</b>	<b>6752,0</b>	<b>6885,8</b>	<b>7205,5</b>	<b>7550,4</b>	<b>8096,9</b>
Production de biens et services	11816,9	12590,7	12853,8	13570,6	14640,0	16000,8
Importations de biens et services	3029,6	3549,3	3606,0	3573,2	3686,4	3926,2
Taxes nettes sur les produits	876,1	886,7	887,1	949,3	987,5	1057,2
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>15722,6</b>	<b>17026,6</b>	<b>17346,9</b>	<b>18093,0</b>	<b>19313,9</b>	<b>20984,2</b>
Consommations intermédiaires	5910,2	6213,6	6354,1	6778,5	7477,6	8305,5
Consommation finale	6287,2	6670,8	6866,4	7193,6	7486,4	7812,9
publique	1052,5	1108,2	1133,1	1200,3	1258,3	1302,3
privée	5234,7	5562,5	5733,3	5993,4	6228,1	6510,6
Formation brute de capital fixe	1660,0	1714,2	1884,0	2043,3	2202,7	2409,1
publique	411,0	452,3	451,4	506,5	549,7	590,4
privée	1249,0	1261,9	1432,6	1536,8	1653,0	1818,6
Variation de stocks	77,8	402,7	163,2	-46,8	-101,8	60,5
Exportations de biens et services	1787,3	2025,4	2079,0	2124,4	2249,0	2396,2
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>15722,6</b>	<b>17026,6</b>	<b>17346,9</b>	<b>18093,0</b>	<b>19313,9</b>	<b>20984,2</b>

**DEFLATEUR DU PIB BASE 100 EN 1999**

Variation en %	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	proj	proj	proj	proj	proj	proj
<b>Secteur primaire</b>	<b>3,6%</b>	<b>5,7%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>2,3%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,7%</b>
010 020 agriculture	0,6%	9,0%	-2,5%	2,2%	1,2%	1,9%
010 agriculture vivriere	-1,8%	9,5%	-4,5%	2,0%	1,3%	2,0%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	-0,8%	7,6%	4,2%	2,0%	1,0%	2,0%
030 élevage et chasse	4,2%	2,2%	1,8%	2,0%	2,5%	2,0%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	-0,3%	0,0%	-2,5%	1,0%	1,0%	1,0%
050 pêche	12,4%	5,8%	3,7%	5,0%	2,0%	2,0%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>5,0%</b>	<b>2,6%</b>	<b>-3,7%</b>	<b>0,3%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>1,8%</b>
060 activites extractives	10,5%	26,3%	-12,2%	1,2%	-2,2%	3,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	14,5%	-5,5%	-2,2%	-0,6%	0,0%	2,0%
999 autres industries	4,0%	-0,3%	-1,2%	0,6%	0,2%	2,2%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	-2,5%	2,5%	8,4%	6,9%	3,4%	2,0%
090 travail de grains, fabrication de produits	13,5%	-0,2%	-6,3%	-7,4%	-8,3%	2,0%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	2,3%	-1,0%	-2,3%	-4,9%	-3,0%	2,0%
110 fabrication de sucre, transformation	3,6%	-0,3%	0,9%	0,0%	0,0%	2,0%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	4,1%	-1,7%	-0,6%	0,6%	-1,3%	2,0%
130 fabrication de boissons	3,2%	-1,8%	-1,4%	5,3%	1,4%	2,0%
140 fabrication de produits à base de tabac	-2,1%	-7,9%	14,5%	0,0%	0,0%	1,0%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	-3,7%	-2,0%	-11,7%	-1,7%	-0,3%	2,0%
160 fabrication du cuir, fabrication	3,5%	1,1%	0,3%	-1,5%	-0,3%	1,0%
170 travail du bois et fabrication d'articles	3,3%	-0,2%	1,3%	1,6%	1,0%	1,0%
180 fabrication de papier, carton,	6,1%	-0,2%	-2,2%	0,3%	0,0%	2,0%
190 raffinage petrole, cokefaction,	30,0%	1,8%	-6,6%	-6,8%	-24,0%	-2,0%
200 fabrication de produits chimiques	12,9%	4,4%	-4,6%	-0,9%	13,7%	4,0%
210 fabrication de produits en caoutchouc	3,8%	0,3%	-0,6%	-1,7%	-3,9%	0,5%
220 fabrication de verre, poterie	1,1%	-7,1%	-0,9%	-0,5%	-2,4%	3,0%
230 metallurgie, fonderie, fabrication	9,9%	0,2%	-0,4%	2,5%	-2,7%	2,0%
240 fabrication de machines	4,1%	-1,5%	0,1%	0,7%	1,0%	1,0%
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de materiels de transports	3,8%	-0,3%	0,3%	1,0%	1,0%	2,0%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	6,0%	0,4%	-1,6%	0,0%	0,0%	2,0%
280 electricite, gaz et eau	1,3%	-1,8%	1,2%	-0,9%	-11,3%	-2,0%
290 construction	7,4%	0,4%	-3,4%	2,0%	1,0%	2,0%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3,9%</b>	<b>1,8%</b>	<b>-2,0%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>1,1%</b>
300 commerce	5,3%	3,0%	-3,5%	-1,1%	-0,4%	1,5%
<b>330 340 transports, postes et telecommunications</b>	<b>2,7%</b>	<b>1,5%</b>	<b>-3,2%</b>	<b>2,6%</b>	<b>0,6%</b>	<b>-0,4%</b>
330 transports	6,9%	2,0%	-0,5%	0,3%	0,2%	-3,1%
340 postes et telecommunications	-0,3%	1,5%	-3,7%	4,3%	0,4%	1,0%
390 education et formation	4,3%	4,5%	0,0%	0,8%	0,5%	1,0%
400 activites de sante et action sociale	3,2%	4,0%	0,4%	1,1%	0,4%	3,0%
999 Autres services	3,1%	0,0%	0,7%	-1,6%	-0,8%	1,9%
310 services de la reparation	5,7%	-0,2%	-4,3%	-1,1%	1,0%	2,0%
320 services d'hebergement et restauration	4,4%	-1,4%	0,4%	0,6%	0,1%	1,0%
350 services financiers	-0,3%	-2,4%	8,1%	-1,1%	0,6%	1,0%
360 activites immobilieres	1,7%	-0,3%	-0,4%	-2,0%	-3,4%	2,5%
370 activites des services aux entreprises	4,9%	1,2%	-1,6%	-1,1%	1,0%	2,0%
410 activites à caractere collectif ou personnel	2,8%	1,0%	0,4%	-1,1%	1,0%	1,5%
420 Services d'intermediation financiere i. m.	-1,0%	-3,0%	4,0%	-1,1%	1,0%	1,0%
380 Activites d'administration publique	<b>6,3%</b>	<b>5,2%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,5%</b>
<b>Taxes nettes sur biens et services</b>	<b>3,5%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,9%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,0%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)</b>	<b>4,1%</b>	<b>2,6%</b>	<b>-1,9%</b>	<b>0,1%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>1,3%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marcl)</b>	<b>4,4%</b>	<b>2,2%</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>1,3%</b>
Production de biens et services	5,2%	2,3%	-1,8%	1,4%	1,6%	2,6%
Importations de biens et services	8,1%	5,5%	-8,3%	0,1%	-1,3%	1,4%
Taxes nettes sur les produits	3,5%	1,4%	0,9%	-1,1%	1,0%	1,0%
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>5,8%</b>	<b>3,1%</b>	<b>-2,8%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,9%</b>	<b>2,3%</b>
Consommations intermédiaires	6,1%	1,8%	-1,5%	2,7%	3,2%	3,7%
Consommation finale	3,4%	3,0%	0,4%	1,0%	0,6%	1,0%
publique	5,3%	2,5%	0,9%	1,0%	1,0%	1,5%
privée	2,9%	3,1%	0,4%	1,0%	0,5%	1,0%
Formation brute de capital fixe	7,1%	0,4%	-6,7%	1,3%	1,1%	1,4%
publique	7,0%	4,0%	-2,8%	1,0%	1,2%	1,5%
privée	7,5%	-0,9%	-7,5%	1,2%	1,0%	1,4%
Exportations de biens et services	4,2%	3,8%	-0,8%	-0,8%	-0,1%	0,0%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>5,8%</b>	<b>3,1%</b>	<b>-2,8%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,9%</b>	<b>2,3%</b>

En % du PIB	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
<b>Secteur primaire</b>	12,7%	13,7%	13,7%	13,9%	14,3%	14,4%
010 020 agriculture	5,9%	7,0%	6,8%	6,9%	7,4%	7,5%
010 agriculture vivriere	4,6%	5,5%	5,2%	5,4%	5,7%	5,8%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	1,3%	1,5%	1,6%	1,5%	1,6%	1,7%
030 élevage et chasse	4,2%	4,1%	4,4%	4,4%	4,5%	4,5%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
050 pêche	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,6%	1,5%
<b>Secteur secondaire</b>	21,5%	21,4%	21,0%	20,6%	20,7%	21,3%
060 activités extractives	2,1%	2,7%	2,0%	1,8%	1,7%	1,8%
080 fabrication de corps gras alimentaires	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
999 autres industries	12,6%	12,2%	12,1%	11,5%	11,9%	12,2%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	2,3%	2,2%	2,4%	2,4%	2,8%	2,8%
090 travail de grains, fabrication de produits	0,6%	0,5%	0,5%	0,4%	0,3%	0,3%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
110 fabrication de sucre, transformation	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%
130 fabrication de boissons	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
140 fabrication de produits à base de tabac	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	1,0%	0,9%	0,8%	0,6%	0,6%	0,6%
160 fabrication du cuir; fabrication	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
170 travail du bois et fabrication d'articles	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%	0,4%	0,4%
180 fabrication de papier, carton,	0,7%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
190 raffinage petrole, cokefaction,	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
200 fabrication de produits chimiques	1,5%	1,4%	1,2%	1,0%	1,3%	1,5%
210 fabrication de produits en caoutchouc	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
220 fabrication de verre, poterie	1,3%	1,1%	1,2%	1,3%	1,3%	1,4%
230 metallurgie, fonderie, fabrication	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%
240 fabrication de machines	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de materiels de transports	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	1,2%	1,2%	1,2%	1,1%	1,1%	1,1%
280 electricite, gaz et eau	2,5%	2,6%	2,7%	2,7%	2,4%	2,4%
290 construction	4,2%	3,9%	4,1%	4,5%	4,6%	4,8%
<b>Secteur tertiaire</b>	46,3%	46,1%	46,7%	46,7%	46,4%	46,0%
300 commerce	16,0%	16,0%	16,1%	15,8%	15,7%	15,5%
330 340 transports, postes et telecommunications	10,4%	10,4%	10,7%	11,1%	11,0%	10,9%
330 transports	4,0%	4,0%	4,0%	4,0%	4,1%	4,0%
340 postes et telecommunications	6,4%	6,4%	6,6%	7,0%	7,0%	6,9%
390 education et formation	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%	3,8%	3,7%
400 activités de sante et action sociale	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
999 Autres services	14,7%	14,5%	14,8%	14,7%	14,6%	14,6%
310 services de la reparation	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
320 services d'hebergement et restauration	0,8%	0,7%	0,8%	0,7%	0,6%	0,6%
350 services financiers	3,2%	3,4%	3,5%	3,7%	3,8%	3,9%
360 activités immobilières	5,5%	5,3%	5,4%	5,2%	5,1%	5,2%
370 activités des services aux entreprises	4,8%	4,8%	4,9%	4,9%	5,0%	5,0%
410 activités à caractere collectif ou personnel	1,7%	1,7%	1,8%	1,7%	1,7%	1,7%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-2,2%	-2,3%	-2,5%	-2,4%	-2,5%	-2,6%
<b>380 Activites d'administration publique</b>	6,5%	6,6%	6,6%	6,5%	6,5%	6,2%
<b>Taxes nettes sur biens et services</b>	12,9%	12,2%	12,0%	12,3%	12,1%	12,1%
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)</b>	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marcl</b>	94,1%	93,0%	93,2%	93,1%	92,6%	92,5%
Production de biens et services	174,2%	173,3%	174,0%	175,3%	179,6%	182,8%
Importations de biens et services	44,7%	48,9%	48,8%	46,2%	45,2%	44,9%
Taxes nettes sur les produits	12,9%	12,2%	12,0%	12,3%	12,1%	12,1%
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>231,8%</b>	<b>234,4%</b>	<b>234,8%</b>	<b>233,7%</b>	<b>237,0%</b>	<b>239,8%</b>
Consommations intermédiaires	87,1%	85,5%	86,0%	87,6%	91,8%	94,9%
Consommation finale	92,7%	91,8%	93,0%	92,9%	91,9%	89,3%
publique	15,5%	15,3%	15,3%	15,5%	15,4%	14,9%
privée	77,2%	76,6%	77,6%	77,4%	76,4%	74,4%
Formation brute de capital fixe	24,5%	23,6%	25,5%	26,4%	27,0%	27,5%
publique	6,1%	6,2%	6,1%	6,5%	6,7%	6,7%
privée	18,4%	17,4%	19,4%	19,9%	20,3%	20,8%
Variation de stocks	1,1%	5,5%	2,2%	-0,6%	-1,2%	0,7%
Exportations de biens et services	26,4%	27,9%	28,1%	27,4%	27,6%	27,4%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>231,8%</b>	<b>234,4%</b>	<b>234,8%</b>	<b>233,7%</b>	<b>237,0%</b>	<b>239,8%</b>

Tableau 1 : TOFE 2011 - 2016

base Manuel SFP 1986

<i>période</i>	2011	2012	2013	2014	2015 Proj	2016 Proj
<b>1. Total recettes et dons</b>	<b>1525,6</b>	<b>1670,3</b>	<b>1659,0</b>	<b>1927,0</b>	<b>2003,5</b>	<b>2141,0</b>
<b>1.1 Recettes budgétaires et FSE</b>	<b>1375,6</b>	<b>1464,0</b>	<b>1471,4</b>	<b>1673,5</b>	<b>1763,5</b>	<b>1879,0</b>
- Recettes budgétaires (y c Mittal et hors Fse) <i>pm. Recettes budg (hors Mittal et Fse)</i>	1336,4	1423,0	1433,0	1623,7	1711,5	1834,0
Recettes fiscales	1286,9	1352,0	1342,8	1482,5	1595,0	1721,0
Recettes non fiscales (yc Mittal) <i>dont Mittal</i>	49,5	71,0	90,2	141,2	116,5	113,0
- FSE	39,2	41,0	38,4	49,8	52,0	45,0
<b>1.2 Dons</b>	<b>150,0</b>	<b>206,3</b>	<b>187,5</b>	<b>253,5</b>	<b>240,0</b>	<b>262,0</b>
Budgétaires	37,5	52,0	19,8	40,3	40,0	58,0
En capital	112,5	154,3	167,7	213,2	200,0	204,0
<b>2. Dépenses totales et prêts (net)</b>	<b>1980,2</b>	<b>2090,0</b>	<b>2059,0</b>	<b>2318,7</b>	<b>2392,8</b>	<b>2514,0</b>
<b>2.1 Dépenses courantes</b>	<b>1233,4</b>	<b>1257,0</b>	<b>1262,8</b>	<b>1409,3</b>	<b>1416,8</b>	<b>1468,6</b>
<b>Traitements et salaires</b>	<b>427,5</b>	<b>461,5</b>	<b>464,7</b>	<b>485,4</b>	<b>526,0</b>	<b>538,2</b>
<i>ratio salaires / recettes fiscales</i>				33%	33,0%	31,3%
<b>Intérêts sur la dette publique</b>	<b>104,0</b>	<b>108,0</b>	<b>113,2</b>	<b>131,0</b>	<b>150,8</b>	<b>164,6</b>
Extérieure	62,0	52,0	55,4	62,7	76,8	85,9
Intérieure	42,0	56,0	57,8	68,3	74,0	78,8
<b>Autres dépenses courantes</b>	<b>701,9</b>	<b>687,5</b>	<b>684,9</b>	<b>792,9</b>	<b>740,0</b>	<b>765,8</b>
Fournitures, entretien et autres	355,9	320,5	313,6	443,0	375,0	376,1
Transferts et subventions <i>dont subv SENELEC par FSE</i>	335,0	355,0	336,2	349,9	341,0	369,7
<i>dont subv. SAR (marge soutien et gaz butane)</i>	15,0	13,0	16,0		27,0	20,0
Dépenses courantes FSE			35		24	20
<b>2.2 Dépenses en capital</b>	<b>718,4</b>	<b>813,7</b>	<b>801,3</b>	<b>899,1</b>	<b>976,0</b>	<b>1045,4</b>
Financement intérieur et sur prêts non concess	474,9	491,5	477,3	508,3	571,0	611,0
Financement extérieur	243,5	322,2	324,0	390,9	405,0	434,4
<b>2.3 Prêts nets</b>	<b>28,4</b>	<b>19,3</b>	<b>-5,1</b>	<b>10,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Prêts rétrocédés	35,9	37,3	10,4	10,7	10,0	10,0
Remboursement des prêts rétrocédés	-7,5	-18,0	-15,5	-0,4	-10,0	-10,0
<b>2.4 Coûts temporaires des réformes structurelles</b>	<b>0,0</b>					
Solde Global de l'Administration Centrale	-454,6	-419,7	-400,0	<b>-391,7</b>	<b>-389,3</b>	<b>-373,0</b>
Entités non financières du secteur public						
Revenues			338,3			
Depenses			338,7			
Solde Global des entités non fin. du secteur public	0,0	0,0	-0,4	4,6	0,0	0,0
<b>4. Ajustments base caisse</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Variations des arriérés (réd.=)			0,0			
Autres (fonds en route)			0,2	3,1		
<b>5. Solde global dons compris (Adm. Cent. et entités)</b>	<b>-454,6</b>	<b>-419,7</b>	<b>-400,4</b>	<b>-384,0</b>	<b>-389,3</b>	<b>-373,0</b>
Solde global dons non compris (-)	-604,6	-626,0	-587,9	-637,5	-629,3	-635,0

(en milliards sauf indication contraire)	2011	2012	2013	2014	2015 Proj	2016 Proj
<b>6. Financement</b>	<b>454,6</b>	<b>419,7</b>	<b>400,4</b>	<b>384,0</b>	<b>389,3</b>	<b>373,0</b>
<b>7. Financement extérieur</b>	<b>421,6</b>	<b>470,5</b>	<b>151,0</b>	<b>459,9</b>	<b>445,5</b>	<b>423,0</b>
<b>Tirages hors titres publics</b>	<b>175,0</b>	<b>322,9</b>	<b>219,9</b>	<b>205,1</b>	<b>279,0</b>	<b>287,0</b>
<i>Trésorerie</i>	39,8	117,9	53,2	19,7	68,0	73,0
<i>dont tirage trésorerie France (AFD)</i>						
<i>Prêts projets</i>	135,2	205,0	166,7	185,4	211,0	214,0
<b>Amortissement</b>	<b>-175,4</b>	<b>-84,0</b>	<b>-80,0</b>	<b>-65,2</b>	<b>-73,5</b>	<b>-67,0</b>
<i>dont remboursement crédit suisse</i>						
<i>dont FMI</i>						
Assistance PPTTE (intérêts et amortissements)	13,2	21,0	17,3	16,0		
<b>Emissions Bons Trésor, obligations, Banques</b>	<b>184,4</b>	<b>210,6</b>	<b>-6,3</b>	<b>-20,9</b>	<b>240,0</b>	<b>147,0</b>
<i>dont Bons du Trésor</i>	81,8	66,4	-24,2	-62,1		
<i>dont emprunt obligataire</i>	72,6	144,2	17,9	-21,6		
<i>dont Autres emprunts (APE)</i>	30,0		0,0	62,9		
Sukuk						
<b>Emprunts non concessionnels</b>	<b>224,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>250,0</b>	<b>0,0</b>	<b>56,0</b>
<b>8 Financement intérieur (I.+II.)</b>	<b>33,0</b>	<b>-50,8</b>	<b>250,7</b>	<b>-76,5</b>	<b>-56,2</b>	<b>-50,0</b>
<b>I. Financement Bancaire (A+B+C)</b>	<b>12,0</b>	<b>-195,3</b>	<b>162,7</b>	<b>86,9</b>	<b>-56,2</b>	<b>-50,0</b>
<b>A. BCEAO (1+2+3)</b>		<b>-158,9</b>	<b>31,2</b>	<b>-168,8</b>	<b>19,7</b>	<b>-42,5</b>
<b>1. Concours</b>		<b>-19,2</b>	<b>-16,6</b>	<b>-25,9</b>	<b>-32,3</b>	<b>-37,8</b>
Avances statutaire		-8,4	0,0	0,0		0,0
Titres d'Etat				0,0		
Variation net FMI et contrepart SDR			-11,4	-20,6	-27,0	-32,4
<i>Contrepart of SDR</i>		0,0				-12,4
<i>Variation net FMI</i>		5,2				-20,0
Dépôt Koweïtien		5,4	-5,2	-5,3	-5,3	-5,4
<b>2. Dépôts</b>		<b>-137,9</b>	<b>48,5</b>	<b>-142,9</b>	<b>52,0</b>	<b>-4,7</b>
<b>3. Encaisse du Trésor</b>		<b>-1,8</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>B. Banques commerciales</b>		<b>-38,4</b>	<b>130,8</b>	<b>255,7</b>	<b>-75,9</b>	<b>-7,5</b>
<b>1. Concours</b>		<b>-47,3</b>	<b>128,6</b>	<b>209,5</b>	<b>-75,9</b>	<b>-7,5</b>
dont Titres Publics nets ( )		-47,1	68,6		-39,0	15,0
Titres d'Etat ( )						
Bons du Trésor par adjudication		-32,9	-23,2	8,3		
Bons du Trésor hors adjudication		-18,0	10,0	-2,3		
Bons du Trésor en compte de dépôt		0,0	0,0	0,0		
Emprunt obligataire par adjudication		12,9	50,7	-22,3		
Emprunt obligataire par APE		-9,1	31,0	37,0		
Dettes bancaires directes net ( )		-0,2	60,0	188,8	-36,9	-22,5
<i>Autres dettes bancaires</i>			0,0			-22,5
<i>Banque AtlantiqueOA</i>				88,8	-17,9	
<i>Financement par sukuk</i>				100	-15,7	0,0
<i>BIS</i>					-3,3	
<b>2. Dépôts et obligations cautionnées</b>		<b>8,9</b>	<b>2,2</b>	<b>46,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
dont dépôts						
<b>C. Institutions financières non-bancaires</b>						
Dépôts aux Centres de Chèques Postaux		2,0	0,7	0,0	0,0	0,0
<b>II. Financement non-bancaire</b>	<b>21,0</b>	<b>144,5</b>	<b>87,9</b>	<b>-163,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Titres d'Etat détenus hors du système bancaire		0,0	-0,6	3,0	0,0	0,0
Ressources privatisations & actifs		39,5	11,4	0,0	0,0	0,0
Arriérés extra-budgétaires	21,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Correspondants		36,0	112,6	-110,2	0,0	0,0
Règlements chèques en instances comptes dépôts						
Autres 5/	0,0	85,0	-35,5	-56,2		0,0
Régularisation ( dégonflement sur les comptes de dépôt)			-16,0	0,0		
Régularisation des dépenses extrab, dettes agences et compte de dépôt						
Erreurs et omissions	0,0	-0,1	-1,3	0,6	0	0
<b>9. Ecart de financement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

**SENEGAL : BALANCE DES PAIEMENTS 2011 – 2016**

Selon la 5ème édition du manuel de balance des paiements

En milliards de F.CFA	2011	2012	2013	2014 Estim	2015 Proj	2016 Proj
<b>BALANCE DES BIENS</b>	<b>-1 183,6</b>	<b>-1 468,9</b>	<b>-1 471,0</b>	<b>-1 383,3</b>	<b>-1 360,6</b>	<b>-1 444,4</b>
EXPORTATIONS FOB	1 236,8	1 402,0	1 422,5	1 472,7	1 589,4	1 712,3
IMPORTATIONS FOB	2 420,4	2 870,9	2 893,5	2 856,0	2 950,0	3 156,7
<b>SERVICES NETS</b>	<b>-58,6</b>	<b>-55,0</b>	<b>-55,9</b>	<b>-65,6</b>	<b>-76,9</b>	<b>-85,6</b>
dont FRET ET ASSURANCE	-329,9	-386,5	-387,8	-384,0	-399,8	-421,7
<b>REVENUS NETS</b>	<b>-132,8</b>	<b>-153,8</b>	<b>-159,5</b>	<b>-186,5</b>	<b>-204,8</b>	<b>-233,6</b>
dont INTERETS / DETTE EXTER.PUBLIQUE	-56,5	-47,3	-51,9	-57,4	-76,8	-85,9
TRANSFERTS COURANTS	834,0	897,6	920,9	969,4	1 020,2	1 100,6
PRIVES	771,7	821,8	878,4	889,5	930,9	986,4
PUBLICS	62,3	75,8	42,5	79,9	89,3	114,1
<b>TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>-541,0</b>	<b>-780,2</b>	<b>-765,5</b>	<b>-665,9</b>	<b>-622,0</b>	<b>-663,0</b>
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	482,2	722,6	733,4	879,2	677,8	712,6
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>119,4</b>	<b>202,8</b>	<b>181,5</b>	<b>216,1</b>	<b>209,0</b>	<b>211,3</b>
TRANSFERTS DE CAPITAL	121,2	165,3	183,0	221,3	211,8	213,9
PRIVES	6,6	6,8	7,3	8,1	9,7	9,9
PUBLICS	114,6	158,5	175,8	213,2	202,1	204,0
Acquisit. / cessions d'actifs financiers non	-1,8	37,5	-1,5	-5,2	-2,8	-2,6
<b>COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>362,8</b>	<b>519,8</b>	<b>551,8</b>	<b>663,1</b>	<b>468,8</b>	<b>501,3</b>
- CAPITAUX PUBLICS	426,1	334,4	207,2	634,8	445,5	423,0
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	325,5	128,7	2,3	262,9	240,0	147,0
AUTRES INVESTISSEMENTS	100,5	205,7	204,8	371,9	205,5	276,0
dont TIRAGES	175,0	323,0	257,9	422,0	279,0	343,0
AMORTISSEMENTS PUBLICS	-56,5	-47,3	-51,9	-56,1	-73,5	-67,0
- CAPITAUX PRIVES	-63,3	185,4	344,7	28,3	23,3	78,3
INVESTISSEMENTS DIRECTS	137,2	112,4	137,3	185,5	215,5	259,9
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	27,0	2,9	-8,0	-4,2	-8,9	-6,5
AUTRES INVESTISSEMENTS	-227,5	70,0	215,4	-152,9	-183,4	-175,1
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	3,8	4,1	5,6	4,6		
<b>SOLDE GLOBAL</b>	<b>-55,1</b>	<b>-53,5</b>	<b>-26,5</b>	<b>217,9</b>	<b>55,8</b>	<b>49,6</b>
VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS						
NETS	55,1	53,5	26,5	-217,9	-55,8	-49,6
- BANQUE CENTRALE	6,2	-49,3	16,6	106,7		
- BANQUES DE DEPOTS	48,9	100,5	9,9	111,2		
PIB (Pour Mémoire)	6 782,8	7 263,8	7 386,7	7 741,3	8 149,9	8 752,5
<b>CC 5ème édition / PIB</b>	<b>-8,0</b>	<b>-10,7</b>	<b>-10,4</b>	<b>-8,6</b>	<b>-7,6</b>	<b>-7,6</b>
CCHD	-579,3	-832,9	-785,3	-706,2	-662,0	-721,0
CCHD / PIB	-8,5	-11,5	-10,6	-9,1	-8,1	-8,2

### Situation monétaire intégrée (SMI)

(En milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	879,4	858,3	1078,0	1133,8	1183,4
BCEAO	775,5	764,2	864,7	920,5	970,1
BANQUES	103,9	94,1	213,3	213,3	213,3
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	2239,7	2565,4	2637,6	2785,0	3007,2
P N G	94,9	151,1	69,8	13,6	-36,4
CREDITS A L'ECONOMIE	2144,8	2414,3	2567,7	2771,4	3043,6
CREDITS DE COURT TERME	1091,0	1340,9	1408,7	1517,7	1666,8
dont crédits de campagne	4,0	18,0	9,2	9,2	9,2
CREDITS DE MOYEN ET LONG TERME	959,8	1073,4	1159,0	1253,7	1376,8
<b>ACTIF=PASSIF</b>	<b>3119,1</b>	<b>3423,7</b>	<b>3715,6</b>	<b>3918,8</b>	<b>4190,6</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	2894,7	3127,1	3484,5	3687,7	3959,5
Circulation fiduciaire	584,6	619,9	685,1	696,6	732,5
DEPOTS	2309,0	2505,5	2797,3	2991,1	3227,0
DEPOTS EN CCP	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9
DEPOTS EN CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPOTS A VUE	1182,6	1357,7	1429,7	1533,1	1654,0
DEPOTS A TERME	1118,4	1139,9	1359,7	1450,1	1565,1
<b>AUTRES ELEMENTS NETS</b>	224,5	296,6	231,0	231,0	231,0